documentation socialiste
N° 7 - février 1982 - 13 F

BROCHURE DE BASE

Secrétariat national
Parti socialiste
FORMATION

Club Socialiste du Livre

Fondation Jean-Jaurès

documentation socialiste

a été édité pour regrouper sous un seul titre à parution régulière la totalité des études et documents de formation du Parti socialiste.

L'éditeur en est le Club socialiste du Livre, 10, rue Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Le numéro : 9 F (sauf numéro spéciaux)

Abonnement pour 5 numéros envoyés d'office dès parution : 40 F, sans supplément pour les numéros spéciaux.

Comité de rédaction : Lionel Jospin. Jean Poperen. Guy Allouche. Jean-Paul Bachy. Jean Besse. Robert Chapuis. Michel Charzat. Marcel Debarge. Gérard Delfau. Roger Fajardie. Claude Germon. Pierre Guidoni. Pierre Joxe. André Laignel. Michel de la Fournière. Marie-Noëlle Lienemann. Louis Mermaz. Christiane Mora. Didier Motchane. Véronique Neiertz. Daniel Percheron. Michel Pezet. Marie-Jo Pontillon. Jean Pronteau. Paul Quilès. Jean-Claude Routier. Dominique Taddei. Jean-Marc Ayrault. Alain Barrau. Pierre Brana. Martine Buron. Alain Busnel. Pierre Carassus. Annette Chépy. Michel Coffineau. Bertrand Delanoé. Yves Durand. Gérard Fuchs. Jacques Huntzinger. Christian Pierret. Gilbert Pommier. Françoise Seligmann. Luc Soubré. Bertrand Thareau. Anne Tregouët. Jean-Pierre Weben.
Coordination rédactionnelle : Gérard Delfau

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Brochure de base

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Éditorial

La première édition de notre «**brochure de base**» date du printemps 1977 (congrès de Nantes). Il s'agissait alors — et il s'agit toujours, bien sûr — d'exposer le plus simplement possible les critiques que nous portons à la société capitaliste, le projet, la démarche et la stratégie de notre parti, ainsi que la manière dont il se situe par rapport aux autres composantes du mouvement ouvrier.

Pourtant, cette troisième édition comporte tant d'additions et de modifications qu'on pourrait aussi bien dire, à bon droit, qu'il s'agit d'une brochure nouvelle.

Pourquoi? parce que l'histoire a marché depuis lors, et même depuis ce mois de janvier 1981 où nous avons publié une seconde édition déjà modifiée. Il y a eu le 10 mai, l'élection de François Mitterrand, la victoire aux législatives, les premiers pas du gouvernement de la gauche. Toutes choses qui, évidemment, ont fait passer les problèmes que nous posions et les projets que nous élaborions du domaine des théories à la réalité de la pratique, avec ses difficultés certes, mais aussi la joie qu'apporte la possibilité de vérifier sur le terrain ce qu'on n'envisageait que comme hypothèse.

Est-ce à dire, pour autant, que ceux qui furent les auteurs de la première édition — Roger Duroure, député des Landes, Alain Vidaliès, conseiller général des Landes, Patrick Bollé, Bernard Dion, Colette Audry — ne reconnaîtront plus dans le texte d'aujourd'hui le fruit de leur travail?

Certainement pas. Comme on pourra, si on en a le loisir, le constater, la découpe et la démarche d'ensemble de la brochure n'ont pas changé, et de nombreux passages, malgré tout, sont demeurés tels quels. En outre, il y a continuité dans la

rédaction, puisque c'est Colette Audry, avec Jean-Michel Maury, qui a supervisé cette troisième édition.

Cela étant, répétons ce que nous disions dans nos précédentes préfaces : ce texte est destiné aux adhérents — nouveaux ou non — qui entendent approfondir la connaissance de leur engagement socialiste. Il ne dit évidemment pas tout. Il ne saurait dispenser de la lecture ni du **«guide du nouvel adhérent»**, ni du **«projet socialiste»**, ni de tant d'autres publications... Il ne saurait encore moins nous dispenser de réfléchir au jour le jour sur notre pratique quotidienne, en des temps où — enfin — les événements vont vite, et où nous avons une part décisive dans leur déroulement.

Gérard DELFAU
Secrétaire national à la Formation

Avertissement

Cette «brochure de base» actualisée, comme pour les précédentes éditions, se lit en continuité de page de gauche en page de gauche et de page de droite en page de droite.

En effet, les pages de droite sont occupées par des encadrés présentant documentation, définitions, arguments, discussions en rapport avec les thèmes développés en page de gauche.

Sommaire

Éditorial, par Gérard Delfau 3
1. Changer la société 6
   - Pourquoi nous agissons : les inégalités 8
   - Ce que nous avons fait 16
2. Le parti socialiste que nous avons construit 20
   - C'est un parti socialiste 20
   - La stratégie unitaire du P.S. : du programme commun au Projet socialiste 22
   - Le Parti socialiste est un parti de masse 24
   - Le Parti socialiste est un parti démocratique 26
3. L'union des forces populaires 28
   - Les deux partis 28
   - L'état du débat 34
4. Les voies que nous refusons 44
   - Le gauchisme 44
   - Le réformisme 50
   - L'opportunisme 50
   - Le populisme 52
5. Du Projet socialiste au gouvernement de la Gauche 54
   - La perspective autogestionnaire 54
   - Le projet socialiste 58
   - La gauche au pouvoir 60

1

Changer la société

«Au fond du capitalisme, il y a la négation de l'homme».

Jean Jaurès

La victoire du 10 mai 1981 a porté François Mitterrand à la présidence de la République ; elle exprimait ainsi la volonté populaire de rupture avec un ordre économique et social qui n'a engendré qu'injustices et inégalités, la volonté de rejet des tares et des scandales inhérents au système capitaliste.

La victoire de la gauche aux élections législatives a confirmé l'espoir et la confiance que place le peuple de notre pays dans les propositions de changement du Parti socialiste et du nouveau gouvernement.

Hier encore, adhérer au Parti socialiste signifiait s'engager à lutter pour l'union contre le pouvoir en place, mainteneur et profiteur de l'injustice sociale et de la dégradation de notre économie.

Aujourd'hui, le Parti socialiste a cessé d'être un parti d'opposition pour être le parti de la transformation sociale dans le respect des engagements pris. Le rejoindre, c'est être conscient que la lutte continue, que la droite contre-attaquera sur tous les fronts, et qu'un Parti socialiste nombreux et cohérent, présent dans les entreprises et les communes, constitue la force essentielle de cette transformation voulue par l'élan populaire, lui-même soutenu par une énergique et longue patience militante dont nous rappellerons les étapes.

DISCUSSION

Le tableau des inégalités maintenues et sans cesse aggravées par la droite au pouvoir est accablant.

Mais les défenseurs du régime qui vient d'être condamné se sont toujours efforcés de masquer cette réalité sous des arguments contradictoires que chaque militant socialiste doit garder présents à l'esprit et savoir réfuter.

Selon la droite : « les gouvernements conservateurs ont autant le souci de la « justice sociale » que les gouvernements de gauche et ils sont souvent plus efficaces ».

Ce souci n'a jamais dépassé les bonnes intentions. Quand il s'agit de passer à la réalisation, la Droite présente toujours les inégalités comme le résultat de circonstances auxquelles on ne peut rien : selon elle, les « lois de l'économie » auraient des effets aussi inévitables que les lois de la nature physique.

En fait, les majorités conservatrices ne font du social que lorsqu'elles y sont contraintes et forcées. Seules les luttes et les pressions populaires ont permis aux travailleurs d'arracher certaines conquêtes. Les progrès ont toujours été consécutifs à un rapport de force favorable aux travailleurs : Front populaire, Libération, mai-juin 1968. Et quels cris la bourgeoisie n'a-t-elle pas poussés quand ont été introduits l'impôt sur le revenu, les congés payés, la Sécurité sociale, etc.

L'histoire montre que le système capitaliste est incapable de s'amender lui-même. Les réformes auxquelles il doit se résoudre ne sont jamais définitivement acquises :

— Tantôt, il reprend ce qu'il a dû concéder (ce sont les périodes de réaction sociale — comme le giscardisme — ou de fascisme) ;

— Tantôt, il parvient à limiter ou à tourner les conquêtes démocratiques (cf. le détournement auquel nous avons assisté de l'« indépendance » de l'autorité judiciaire affirmée dans la Constitution) ;

— Tantôt, il étend le champ de son exploitation (ex. la prolétarisation, ces dernières années, d'un nombre considérable de travailleurs indépendants) ou développe de nouvelles

Pourquoi nous agissons : les inégalités.

A en croire les medias du temps de M. Giscard d'Estaing, il n'y aurait plus en France ni riches, ni pauvres, à quelques exceptions près, mais un vaste « bloc central ».

Or ceci n'a **jamais** été vrai. Les inégalités scandaleuses de la société ont été l'une des sources les plus puissantes de l'engagement socialiste, et elles le demeurent.

Elles le demeurent parce que ces inégalités sont si profondément ancrées dans le fonctionnement même de notre corps social qu'il faudra non pas six semaines, ni six mois, mais bien plus de six ans pour aboutir à des résultats vraiment sensibles et durables.

Ce qui ne veut pas dire que le Parti socialiste au pouvoir n'a pas immédiatement entamé la lutte, comme on le verra.

1) L'inégalité devant l'argent : patrimoine et revenu

• *10% des ménages perçoivent un tiers de l'ensemble des revenus et possèdent plus de la moitié du patrimoine total (La richesse des Français,* Babeau et Strauss-Kahn, PUF, 1977).

• Dans ces 10 % de privilégiés, il y a encore une forte inégalité puisque 1 % des ménages possède un quart du patrimoine total (Économie et Statistique, septembre 1979).

• Si l'on compare les catégories socio-professionnelles, on remarque que le patrimoine[1] des professions libérales est non seulement 16 fois plus élevé que celui des ouvriers, salariés agricoles et personnels de service, mais encore qu'il rapporte deux fois plus (pour un franc) que le patrimoine de ceux-ci (CERC, 1979, chiffres de 1975).

• En matière de revenus, l'inégalité en France est une des plus fortes des pays capitalistes. Dans le classement du très officiel rapport de l'OCDE de 1976, la France est même en tête comme le montre le tableau ci-après :

(1) Cette notion de patrimoine moyen est évidemment discutable. Elle fournit un élément d'appréciation statistique, non une image exacte de la réalité. En effet, elle intègre par exemple le petit avocat et le gros notaire parisien...

formes de frustration et d'aliénation (urbanisation désordonnée, pollutions, emprise croissante des moyens d'information de masse).

Ainsi, seule la construction d'une société socialiste permet de libérer l'homme et de lui assurer dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité le plein épanouissement de ses facultés naturelles.

L'histoire montre aussi que les réformes sociales arrachées au régime capitaliste n'ont été obtenues que par la pression des masses populaires mobilisées,

— tantôt pour soutenir et impulser un gouvernement orienté à gauche : c'est le cas des conquêtes du Front populaire en 1936 *et des mesures issues du* programme du Conseil national de la résistance en 1945.

— tantôt pour faire reculer un gouvernement de droite : c'est le cas du protocole de Grenelle en 1968.

La documentation qu'on trouvera en page 11 en fait foi.

Les revenus mensuels

Bénéfice mensuel moyen de quelques professions non salariées : notaire : 67 500 F, pharmacien : 28 600 F, expert-comptable : 20 800 F (chiffres actualisés à 1981 à partir de l'étude n° 53 du CERC, 1980).

50 % des salariés gagnent moins de 3 700 F par mois ; si l'on considère seulement les femmes salariées : 50 % d'entre elles gagnent moins de 3 000 F par mois (au 1er janvier 1981. Bilan Économique et Social, *Le Monde,* n° spécial).

Écarts entre les plus et les moins fortunés

(estimation de l'INSEE)

— achat de disques :	1 à 27
— vacances :	1 à 16
— spectacles :	1 à 15

	Coefficient d'inégalité (1)
1. France	21,78
2. Espagne	19,00
3. Australie	15,75
4. Canada	15,43
5. États-Unis	15,35
6. Allemagne	10,92
7. Japon	10,29
8. Royaume-Uni	9,95
9. Norvège	9,12
10. Suède	7,15
11. Pays-Bas	6,81

(1) Le coefficient d'inégalité est le rapport du revenu moyen des 10 % des ménages les plus riches au revenu moyen des 10 % des ménages les plus pauvres.

Ainsi l'inégalité en France apparaît comme le triple de celle des Pays-Bas! D'autres études de l'INSEE confirment cette évaluation. On peut en général conclure que le ménage de la tranche de 10 % la plus basse met en moyenne deux ans pour gagner ce que le ménage de la tranche la plus haute met seulement un mois à gagner.

2) L'inégalité devant l'impôt

Dans la fiscalité française, les impôts indirects (= sur la consommation) pèsent infiniment plus lourd que les impôts directs (sur les revenus des personnes et des sociétés) : ces derniers représentent en France 30 % des ressources fiscales contre plus de 50 % en R.F.A. (et davantage en Suède).

Or, l'impôt indirect est plus injuste que l'impôt direct : en effet, qui dépense en consommation tout son revenu, sinon les gens à faible revenu? Qui, au contraire, épargne une bonne partie de son revenu, sinon les gens aisés? Par conséquent, la totalité du revenu du pauvre paie, par exemple, la T.V.A. (taxe à la valeur ajoutée, le principal impôt indirect européen), alors que seule une partie du revenu du riche y est assujettie.

DOCUMENTATION

Les grandes conquêtes sociales

1936, le Front populaire

En 1936, le Front populaire «pour le pain, la paix, la liberté» triomphe aux élections sur un programme de défense des libertés et de mesures sociales.

Le ministère Léon Blum (socialistes et radicaux) est soutenu par le Parti communiste (qui a refusé néanmoins d'entrer au gouvernement) et par la C.G.T. récemment réunifiée.

Encouragés par cette victoire, les ouvriers se mettent en grève et occupent les usines en mai et juin.

S'appuyant sur cette mobilisation des travailleurs, le Parlement vote dans les deux mois les principales mesures prévues dans le programme de rassemblement populaire :

— Réforme de la Banque de France ;
— Nationalisation des réseaux de chemin de fer privés ;
— Nationalisation de la Compagnie générale transatlantique ;
— Nationalisation des Messageries maritimes ;
— Nationalisation des fabrications d'armement ;
— Création de l'Office du blé ;
— Semaine de quarante heures ;
— Congés payés (15 jours).

Ces deux dernières mesures généralisent et donnent force de loi aux dispositions prévues à leur sujet par les accords de Matignon.

En effet, le patronat est amené à négocier de son côté avec les syndicats ces accords Matignon par lesquels les travailleurs obtiennent, outre les 40 h et les congés payés :

— la reconnaissance du droit des délégués d'atelier,
— la liberté syndicale,
— la signature de conventions collectives,
— des augmentations substantielles de salaires, de 7 à 15 %.

3) L'inégalité devant la santé

En 150 ans, l'espérance de vie des Français a presque doublé : 39 ans en 1825, 69 ans en 1975.

Mais l'inégalité demeure :
— à 35 ans, le cadre supérieur a en moyenne plus de 40 ans encore à vivre ;
— le salarié agricole et le manœuvre moins de 35 ans ;
— soit une inégalité de 5 à 7 ans de vie.

Même constat pour les soins médicaux. L'idée qui a présidé en 1945 à la généralisation des Assurances sociales sous une nouvelle forme — la Sécurité sociale — était d'assurer à tous un accès égal aux services médicaux. Aujourd'hui, les citadins consomment pour la santé trois fois plus que les ruraux. Même si la consommation médicale n'est pas en soi une preuve de santé, c'est un fait qu'elle croît avec l'échelle sociale : un cadre supérieur dépense pour sa santé 30 % de plus que l'ouvrier.

4) L'inégalité des chances

On attendait de l'éducation qu'elle permette une certaine égalité des chances. En fait, elle assure plus la reproduction de notre société que sa transformation.

L'accès à l'Université en fournit le meilleur exemple :
— Agriculteurs : 6,1 % des étudiants,
alors qu'ils représentent 7,6 % de la population.
— Ouvriers : 12,6 % des étudiants.
alors qu'ils représentent 40,3 % de la population.
— Cadres supérieurs et professions libérales : 33,6 % des étudiants,
alors qu'ils représentent 9,6 % de la population.

De plus, les enfants d'ouvriers, qui vont à l'école *moins longtemps* que les enfants des patrons et des cadres supérieurs, des grands gestionnaires de l'État ou des entreprises et des membres des professions libérales, poursuivent des études qui reviennent *moins cher* à l'État (un élève de L.E.P. coûte moins — et moins longtemps — qu'un polytechnicien...).

L'école réussit mieux à ceux qui sont au départ plus favorisés socialement.

1945, Le programme du Conseil national de la Résistance.

Durant l'occupation, la Résistance a vu venir à elle un certain nombre de combattants issus de milieux bourgeois et même de formations de droite, c'est vrai. Mais il est apparu clairement au cours de ces années que la bourgeoisie, en tant que classe, avait préféré collaborer avec l'ennemi plutôt que de jouer la carte nationale, alors qu'elle prétend toujours, dans sa propagande, identifier ses intérêts à ceux de la patrie.

Aussi, à la Libération, la France est-elle dirigée par un gouvernement tripartite : S.F.I.O., P.C., Démocratie chrétienne (M.R.P. qui se présente comme un parti de gauche).

L'action du C.N.R.

- Nationalisations

— Énergie : Électricité de France, Gaz de France, Compagnie nationale du Rhône, les charbonnages, le gaz naturel, l'énergie atomique, l'essentiel des activités de prospection et de recherche du pétrole, une fraction du raffinage.

— Transports et communications : aviation civile, aéroport de Paris.

— Fabrications diverses : la Régie Renault et sa filiale la Saviem, Gnome et Rhône.

— Le secteur financier : Banque de France, quatre banques de dépôt et trente-deux compagnies d'assurance.

— Information et publicité : Agence Havas.

- *Création des comités d'entreprises.*
- *Promulgation d'une ordonnance qui généralise les anciennes* Assurances sociales *sous le terme de* Sécurité sociale.

Mai-Juin 1968, Le protocole de Grenelle.

En 1968, plus de 10 millions de grévistes contraignent le gouvernement et le patronat à négocier le protocole de Grenelle et à accorder de substantielles réformes :

— Reconnaissance de la section syndicale d'entreprise ;
— Augmentation des salaires de 7 % ;
— Le S.M.I.C. est relevé de 35 % ;

Chez les ouvriers et les agriculteurs, un tiers des enfants terminent leurs études sans diplôme. Chez les cadres moyens et supérieurs, la proportion est de 1 sur 70.

L'inégalité des chances est tout particulièrement forte au détriment des femmes concernant la formation professionnelle (les garçons ont le choix entre 200 formations en L.E.P.; les filles n'en trouvent qu'une trentaine).

5) L'inégalité devant le logement

Chez les ouvriers, 24 % des logements n'ont pas de w.c. intérieurs, 27 % n'ont ni baignoire ni douche. Ces chiffres sont approximativement égaux à 3 % chez les cadres supérieurs (Commissariat général au Plan, 1980).

La plupart des logements aux loyers accessibles sont rejetés dans la périphérie des villes : cités-dortoirs généralement dépourvues d'équipements sociaux et culturels, transports longs et pénibles.

6) L'inégalité devant les loisirs et la culture

Au moment où les vacances, dit-on, se généralisent, 50 % des Français ne partent pas en vacances. Ce sont les professions libérales et les cadres supérieurs qui partent le plus en vacances : 88 %, et les agriculteurs qui partent le moins : 18 %. Pour les ouvriers, le chiffre est de 53 % (Comptes de la Nation, 1980).

7) L'inégalité entre les sexes

L'ensemble des caractéristiques relevées plus haut vaut évidemment pour les hommes et les femmes, et l'appartenance socio-professionnelle demeure la pierre de touche la plus évidente des inégalités. Toutefois, on observe que les femmes — quels que soit le statut social de leur famille — sont victimes d'inégalités supplémentaires, qui ne peuvent pas s'expliquer directement par des raisons socio-économiques.

C'est ainsi qu'à qualification égale, les femmes sont moins payées (30 % de moins en moyenne), ont un avancement plus difficile et n'atteignent qu'exceptionnellement des postes supérieurs.

De même, si les jeunes femmes ont désormais un niveau moyen d'études générales supérieur à celui des hommes, elles sont nettement défavorisées sur le terrain de la formation pro-

— Journée de travail réduite de 2 heures pour les horaires hebdomadaires supérieurs à 48 heures et d'une heure pour ceux compris entre 45 et 48 heures avant 1970 ;
— Le ticket modérateur des consultations médicales est ramené de 30 à 25 % ;

On prévoit, d'autre part, d'augmenter les allocations versées aux personnes âgées et aux grands infirmes, et «l'assouplissement de l'âge de la retraite».

Les négociations secteur par secteur complètent les résultats obtenus. Le plus impressionnant concerne les ouvriers agricoles : leur salaire minimum garanti (le S.M.A.G.) est supprimé et remplacé par le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G., aujourd'hui S.M.I.C. - salaire minimum interprofessionel de croissance), soit un bond de 54,2 % d'un seul coup.

DISCUSSION

Selon la droite : «la gauche au pouvoir, c'est peut-être plus de bien-être mais à coup sûr moins de libertés».

Les seuls progrès dans le domaine des libertés ont été acquis grâce ou avec le concours des voix de gauche, comme l'ont prouvé naguère les lois sur le droit de vote à 18 ans, sur l'avortement, sur le divorce.

Par ailleurs, qui oserait dire que les rares fois où la gauche fut au pouvoir (durant la Commune, en 1936, en 1945) les libertés aient été en péril ?

En revanche, alors que la droite se définit elle-même comme défenseur des libertés, les gouvernements conservateurs ont non seulement maintenu et aggravé les inégalités, mais ils n'ont pas cessé de porter atteinte aux libertés.

La documentation qui suit en fournit des exemples.

fessionnelle, ce qui se traduit par un taux de chômage vertigineux :
— sur 100 travailleurs, 38 sont des femmes,
— sur 100 chômeurs, 55 sont des femmes...

En termes de carrière également, les femmes sont nettement défavorisées.

8) L'inégalité devant le pouvoir

Quand on entre dans la vie avec des chances diminuées ou presque nulles, quand on ne dispose pas au long de l'existence des mêmes moyens que d'autres pour obtenir justice, pour entretenir sa santé, pour se reposer, se distraire et se cultiver, quand, dans une société mercantile comme la nôtre, on est à la fois défavorisé eu égard à la fortune et surtaxé par rapport aux plus riches en matière d'impôt, cela signifie qu'on ne détient pas de pouvoir dans cette société, et cela a été le cas, à des degrés divers, de l'immense majorité de la population.

Le pouvoir, c'est tout simplement un ensemble de possibilités :
— possibilité de choisir son avenir ;
— possibilité de faire entendre sa voix ;
— possibilité d'agir pour améliorer son propre sort et celui des autres, c'est-à-dire de changer la vie.

Or, jusqu'au 10 mai 1981, les couches populaires étaient entièrement exclues du pouvoir. Au plan gouvernemental siégeaient des représentants directs du grand capital, ou leurs commis zélés. La haute administration, exclusivement peuplée d'anciens élèves des grandes écoles (ENA, Polytechnique, Ponts et Chaussées...) était elle-même, pour une bonne part, composée de gens issus des couches privilégiées, actionnaires et conseillers d'administration des principales entreprises industrielles et financières. Entre la haute finance, la haute politique et la haute administration, un va et vient incessant existait quant aux individus.

Ce que nous avons fait

Chacun aura compris que les inégalités ne se laisseront résorber ni rapidement, ni facilement.

Il y a celles que l'ont peut atténuer par des mesures gouvernementales et économiques directes. Ces mesures ont été prises,

DOCUMENTATION

Le retour aux libertés

L'arrivée au pouvoir de De Gaulle en mai 1958, qui fut rendue possible par l'affaiblissement et la division profonde de la Gauche, avait inauguré la mise en place (par voie constitutionnelle, puis au moyen de diverses lois et mesures) de graves restrictions aux libertés reconnues par la Constitution de la IVe République.

Atteintes aux libertés dites traditionnelles

— Extension de la garde à vue limitant le droit d'aller et venir.
— Création de la Cour de Sûreté de l'État limitant les droits de la défense.
— Loi anti-casseur : limitation de la liberté de manifester.
— Tentative de limiter le droit d'association par l'obligation d'une autorisation préalable (projet Marcellin 1971).
— Remise de réfugiés politiques aux pays totalitaires : limitation du droit d'asile.
— Loi Peyrefitte dite par antiphrase « Sécurité Liberté ».

Mise en place de moyens sophistiqués de surveillance des citoyens.

— Pose de micros-espions (affaire du Canard Enchaîné).
— Écoutes téléphoniques - interdiction faite à une commission parlementaire de visiter le Centre d'écoute de Boullay-les-Troux malgré l'invitation préalable du Gouvernement.
— Développement des ordinateurs, mettant à la disposition de l'administration un réseau d'informations sur chaque citoyen, arme redoutable contre la liberté individuelle.
— Adoption de la loi Peyrefitte dite « Sécurité et Liberté » accentuant les pouvoirs du policier au détriment de ceux du juge et affaiblissant les garanties dues au citoyen dans un pays qui se prétend libre et démocratiques :
— rôle d'instruction considérablement diminué ;
— instauration de peines-planchers ; réduction du pouvoir d'appréciation du juge.
— circonstances aggravantes pour les infractions commises sur le lieu de travail ;

pour autant que l'état de l'économie — qui nous a été légué peu florissant — le permettait.

C'est ainsi que, dans les cinq mois suivant l'élection de François Mitterrand, sont intervenus :

— l'accroissement du SMIC et des prestations sociales :
- SMIC : + 10 %
- allocations familiales : + 25 %
- allocation logement : + 25 %
- minimum vieillesse : + 25 % ;

— des mesures fiscales touchant les hauts revenus et les fortunes :
- en 1981 : surtaxe de 25 % sur la partie de l'impôt dépassant 100.000 F ; surtaxe sur certaines dépenses de luxe (hôtels 4 étoiles, yachts, etc.) ; surtaxe (10 %) sur certains frais généraux des entreprises (cadeaux, voitures, etc.) ;
- annoncés dans le budget de 1982 : impôt sur la fortune ; hausse de 10 % de la partie de l'impôt supérieure à 25.000 F ; mais, par contre, toutes les tranches du barème sont indexées sur le taux d'inflation.

Mais il y a des inégalités beaucoup plus durables et bien plus difficiles à vaincre. Celles-là feront l'objet d'une action de très longue haleine qui n'en est — qui ne peut en être — qu'à ses débuts :

— action contre les inégalités culturelles ;
— action contre les inégalités dans la formation ;
— action contre les inégalités dans le logement.

C'est au terme d'une période historique entière que l'on pourra juger des résultats. Quand 10 à 15 % des enfants de milieu populaire sortent du système scolaire en état de semi-analphabétisme, chacun comprendra qu'on ne remédiera pas à cet état de choses en deux semaines.

Notes personnelles

— conditions du sursis restreintes ;
— enfin légalité des contrôles d'identité en tout lieu et à tout moment.

Affaiblissement ou négation des droits économiques et sociaux proclamés par le préambule de la Constitution de 1946 et repris en 1958.

— Droit au travail — plus d'un million et demi de chômeurs.
— Droit à la santé : limitation de la protection (ordonnances de 1967 ; certaines dispositions du premier plan Barre en 1976).
— Droit au logement — les H.L.M. ne sont même plus accessibles aux catégories les plus modestes.
— Garantie de la Sécurité matérielle aux vieux travailleurs : le minimum vieillesse représentant juste de quoi survivre : 16 600 F par an pour une personne seule (décembre 1980).

L'action du gouvernement de la gauche

En quelques semaines, le gouvernement de la gauche a restauré les libertés fondamentales et développé de nouvelles libertés à un rythme accéléré :

— Loi d'amnistie très large, s'étendant notamment, pour la première fois, aux travailleurs dans l'entreprise.
— Suppression de la Cour de Sûreté de l'État.
— Disparition des tribunaux permanents des forces armées.
— Droit d'asile systématiquement accordé aux réfugiés politiques.
— Renonciation aux expulsions de travailleurs immigrés, sauf en cas de condamnation pénale.
— Suppression des écoutes téléphoniques sans autorisation judiciaire.
— Renonciation à la carte d'identité informatisée.
— Renonciation à l'inter-connexion des grands fichiers (impôts, Sécurité sociale, etc).
— Refonte du Code pénal mise en chantier (intégrant la suppression de la loi anti-casseur et de la loi Peyrefitte).
— Lutte contre le chômage.
— Relance de la construction de H.L.M.
— Augmentation de la retraite des travailleurs âgés.
— Dépôt d'un projet de loi protégeant les locataires contre l'arbitraire éventuel des propriétaires, nouveaux droits des travailleurs, etc.

2

Le Parti socialiste que nous avons construit

On ne peut pas réduire les inégalités sans toucher à leurs **causes,** c'est-à-dire sans s'attaquer aux fondements mêmes de l'actuelle société.

On ne peut pas le faire si l'on ne s'empare pas d'abord du pouvoir politique.

Il faut pour cela :
— lutter ensemble, car ce n'est pas trop des forces de l'immense majorité défavorisée pour avoir raison du régime de profit ;
— lutter pratiquement, c'est-à-dire mettre en cause globalement et systématiquement le pouvoir central au service des intérêts privés, et proposer une autre société ;
— avoir une stratégie cohérente dans cette bataille pour le pouvoir.

Le Parti socialiste entend maintenant devenir l'instrument de la transformation sociale.

C'est un Parti socialiste

La déclaration de principe du Parti socialiste ne laisse planer aucune ambiguïté : le P.S. lutte pour construire le socialisme. Conséquence logique de cet engagement, le P.S., conscient qu'« il ne peut y avoir de trêve entre les ennemis du peuple et lui »[1] s'est donné, en mars 1972, un programme de gouvernement démocratique débattu par ses militants. Trois mois plus tard, il signait avec le P.C. un programme commun de gouvernement (fruits des négociations entre les deux partis à partir de leurs programmes respectifs) auquel se ralliait le

(1) Présentation du Programme de Gouvernement du Parti socialiste.

HISTORIQUE

La formation du Parti socialiste

L'origine du Parti socialiste remonte à la transformation en «Parti ouvrier français» du troisième «congrès ouvrier» à Marseille en 1879, sous l'impulsion de Jules Guesde. En 1905, après de multiples péripéties, ce P.O.F. et d'autres groupes fusionnent pour former le Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, connu sous le nom de S.F.I.O.

Ce parti est le seul parti ouvrier jusqu'en 1920, où sa majorité décide d'adhérer à l'Internationale communiste. La minorité constitue la S.F.I.O. maintenue qui, à travers succès et vicissitudes, va subsister jusqu'en 1969, où elle se transforme en «nouveau P.S.» à la suite d'une fusion avec l'Union des Clubs pour le renouveau de la Gauche (U.C.R.G.) animée par Alain Savary et l'Union des Groupes et Clubs Socialistes) (U.G.C.S.) de Jean Poperen.

Les 11, 12 et 13 juin 1971 à Épinay-sur-Seine s'est déroulé le congrès d'unification des socialistes entre ce Parti socialiste directement issu de la S.F.I.O., la Convention des Institutions Républicaines, animée par François Mitterrand, et de nombreux militants chrétiens des mouvements «Objectif Socialiste» et «Vie Nouvelle».

Les Assises du Socialisme devaient compléter en octobre 1974 ce grand rassemblement des socialistes français par l'apport de militants chrétiens et syndicalistes et d'une partie du Parti socialiste unifié (P.S.U.).

Depuis cette date, le Parti socialiste n'a cessé de se renforcer et son influence s'est considérablement accrue. L'unité du Parti, en elle-même, est une force.

Mouvement des Radicaux de Gauche, après adjonction d'une annexe. En 1975, dans les **Quinze thèses sur l'autogestion,** il a tracé les linéaments d'une véritable démocratie sociale et économique. Ces textes ont été depuis enrichis et précisés par le Projet socialiste et de nombreux documents et propositions de lois.

> «Le Parti socialiste affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice.
>
> «Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un parti révolutionnaire».
>
> (Déclaration de principe)

La stratégie unitaire du P.S. : du programme commun au projet socialiste

Il n'existe pas de *recette* pour gagner, mais on peut définir une stratégie, c'est-à-dire une méthode pour modifier le rapport des forces entre les classes sociales. En politique le changement du rapport des forces au profit du socialisme ne s'obtient pas comme à la guerre par le déploiement d'armées sur le terrain, mais en provoquant le développement de la prise de conscience chez un nombre croissant d'individus qui deviendront autant de nouveaux combattants.

La stratégie d'Union de la gauche, dans laquelle le P.S. s'est engagé au Congrès d'Épinay en 1971, a été fondée sur le fait que la masse des *salariés,* c'est-à-dire de ceux qui ont intérêt à voir s'instaurer une société socialiste, est de plus en plus majoritaire dans notre pays, et que rien ne peut changer en France si elle ne commence pas par s'unir.

— C'est une stratégie *unitaire* parce qu'elle a pour objectif de rassembler en un vaste *front de classe* cette masse des salariés, ainsi que les petits et moyens agriculteurs.

— C'est une stratégie *de lutte de classe* parce qu'elle entend les opposer sans compromis possible à la classe qui détient les

DÉFINITIONS

Stratégie et tactique

Quoiqu'il soit parfois difficile de distinguer la stratégie de la tactique (Napoléon, pour sa part, préférait parler de «grande tactique» et de tactique), les deux termes ne sont pas interchangeables. Ces mots, empruntés à l'art de la guerre, sont appliqués par extension à d'autres formes de combats (parties d'échecs, sports d'équipe, luttes politiques) où il s'agit :

*— **stratégiquement**, d'opposer aux forces, aux méthodes, au plan de l'adversaire, ses propres forces, ses propres méthodes, son propre plan ;*

*— **tactiquement**, de déjouer les manœuvres de l'adversaire et de lui imposer les siennes.*

***La stratégie** a pour objet la conduite générale des opérations en vue de se rapprocher par étapes **du but** qu'est, pour les militaires la victoire finale, pour les socialistes la substitution d'un régime socialiste au régime capitaliste.*

*Il faut pour cela se fixer des **objectifs** successifs. Atteindre un objectif stratégique, c'est modifier en sa faveur le **rapport des forces**. De 1971 à 1981, l'objectif a été la conquête du pouvoir par le suffrage universel. Il importe de ne pas se tromper d'objectif et, pour cela, il faut bien connaître le terrain sur lequel on évolue — en politique, l'état des structures politico-économiques du pays.*

*Exemple : ceux qui ont cru un moment qu'il convenait de donner à la conquête de pouvoirs (au pluriel), d'îlots de pouvoir, de «centres de décision», la priorité sur la conquête **du** pouvoir d'État, commettaient une erreur sur l'objectif à notre époque de capitalisme monopoliste où le pouvoir politique ne cesse précisément de se concentrer et d'accroître ses moyens (financiers, informatifs). Certes, la conquête du pouvoir politique ne suffit pas, mais le changement passe d'abord par elle.*

grands moyens de production. C'est pourquoi le Parti socialiste ne s'est pas résigné à la cassure du 22 septembre 1977 *qui n'était pas de son fait* et il a tenu bon. En 1979, au Congrès de Metz, il a rejeté toute stratégie politique qui l'aurait inévitablement conduit à faire son deuil de cette partie des forces populaires qu'influence le P.C.F. et il n'a cessé d'appeler toutes les forces populaires sans exception à se ré-unir.

— C'est une stratégie de *rupture* parce que le gouvernement à direction socialiste, en nationalisant le crédit et plusieurs groupes industriels, a entrepris de *transférer les principaux leviers de l'économie à la collectivité par un acte décisif.*

— C'est une stratégie *par étapes* parce qu'une fois accompli cet acte décisif, prévu dès 1972 dans le programme du Parti socialiste, le gouvernement n'en entreprendra pas d'autre *sans avoir obtenu préalablement l'accord du suffrage universel.*

Le Parti socialiste est un parti de masse

Le P.S. est une organisation de masse justement parce que sa stratégie s'appuie sur l'entrée dans l'action de masses de plus en plus larges et parce qu'elle fait fond sur la prise de conscience et l'initiative des masses.

La candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1974 avait démontré l'assise et l'impact populaire du P.S.

Les progrès du Parti en 1976 aux cantonales, en 1977 aux municipales et aux sénatoriales, en 1978 aux législatives, en 79 et 80 aux cantonales et aux sénatoriales, ont considérablement accru son réseau d'élus, et ont fait de lui le premier parti de France dans le corps électoral.

La victoire à l'élection présidentielle et aux législatives de 1981, enfin, l'a mis en mesure, en la personne de ses représentants, d'orienter et de guider la politique du pays, en même temps qu'elle lui accordait à l'Assemblée Nationale la majorité absolue des sièges de députés.

C'est aujourd'hui un parti nombreux, aguerri, doté d'une forte structure militante, implanté dans toutes les régions de France, de plus en plus présent dans les luttes sociales, sur les lieux de travail. Ses militants et ses électeurs sont très représentatifs des couches laborieuses du pays.

Il faut, en second lieu, bien connaître la nature des forces ***sur lesquelles on peut compter*** *et, pour cela, se fonder sur* ***une bonne analyse des structures sociales.***

Ces forces, ce sont les classes et catégories qui ont intérêt au renversement du capitalisme. Elles ont été longtemps constituées par la classe ouvrière des usines. Minoritaire dans la population active, celle-ci était donc amenée à passer des alliances avec d'autres couches sociales, du type Bloc des gauches (au début du XXe siècle) et Front populaire (1936). Elles forment aujourd'hui le Front de classe (cf. p. ?) devenu majoritaire dans la nation.

La démarche unitaire. *Du choix de l'objectif et de la définition d'un vaste front de combat — diversifié mais rassemblé sur une base de classe — résulte le* ***caractère unitaire de la stratégie.*** *Elle se concrétise dans l'alliance des* ***organisations politiques représentatives du Front de classe.*** *Tel a été le choix d'Épinay. Cette alliance qui répondait à une profonde aspiration populaire allait peu à peu susciter dans le pays* ***la dynamique qui engendrerait la victoire.***

Car, à la différence de la guerre, où un chef militaire sait à peu près au départ sur quelles forces il peut compter en hommes et en matériel, dans le champ politique la bataille se gagne par l'afflux à chaque étape de nouveaux combattants qui ont ***pris conscience des enjeux.*** *Le spectacle de la force de l'union est un facteur puissant de la prise de conscience.*

C'est pourquoi ici encore il ne faut pas se tromper : la démarche unitaire implique que toutes les composantes du front de classe participent à la lutte ***sur un pied d'égalité.*** *Aucune d'entre elles ne peut revendiquer la direction des opérations.*

La tactique. *Dans son sens militaire, la tactique est l'art d'utiliser sur le terrain les plans stratégiques, c'est-à-dire de mener des opérations partielles en tenant compte des opportunités.*

En politique, elle peut conduire à une alliance momentanée devant un péril particulièrement grave.

Exemple : après la tentative de putsch des ligues fascistes le 6 février 1934, Léon Blum, qui s'était opposé à la participation des socialistes au gouvernement en temps

Le Parti socialiste est un parti démocratique

- Il est démocratique dans ses structures et son fonctionnement, par le libre débat dans son sein entre des courants de pensée, mais aussi par la discipline dans l'action, qui est soumission démocratique à la loi de la majorité exprimée dans les congrès.
- Il est démocratique dans ses principes politiques.

L'alternance politique *a une valeur de principe* pour les socialistes. Quelles que soient les circonstances, il n'y a que le suffrage universel, porteur de la volonté populaire, pour légitimer le pouvoir. Le suffrage universel doit pouvoir confirmer et garantir *à chaque étape* le contrat que la gauche propose aux travailleurs.

Extrait des statuts du P.S.

ART. 4 La liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée.

ART. 5 La règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne s'applique à l'élection des organismes du Parti à tous les échelons. Seules les motions de politique générale, projets politiques globaux proposés au Parti et par là même au pays tout entier, ouvrent le droit à la représentation. Les amendements, contributions et autres textes particuliers ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre de la représentation proportionelle (...).

ART. 24 La direction du Parti appartient au Parti lui-même, c'est-à-dire au Congrès national qui se réunit tous les deux ans.

ART. 32 Dans l'intervalle des Congrès nationaux, l'administration et la direction du Parti sont confiées au Comité directeur contrôlé par la Convention nationale.

ART. 49 Les candidats aux élections politiques sont désignés par l'ensemble des adhérents de la circonscription électorale (...).

ART. 54 Les membres du groupe socialiste au Parlement acceptent le règlement du Parti et se conforment à sa tactique. En toutes circonstances, ils doivent respecter la règle de l'unité de vote de leur groupe (...).

ordinaire, déclare à la Chambre des Députés que son parti est prêt, cette fois, à entrer dans le gouvernement radical Daladier pour défendre la République.

Le genre de problèmes que pose la tactique, et qui suscite souvent les débats les plus vifs au sein du P.S., est de savoir si — et jusqu'où — il convient d'infléchir à l'occasion la doctrine pour obtenir un résultat donné. S'agit-il d'éviter un ***péril majeur*** *ou d'obtenir seulement un* ***succès partiel*** *par une manœuvre qui risquerait de déconsidérer le Parti ?*

La tradition socialiste française

Le socialisme français a toujours été pluraliste, et les grandes figures qui l'ont illustré ont toujours été soucieuses d'opérer une synthèse vivante entre la contribution du marxisme et l'apport d'une riche tradition nationale.

Pour Jaurès, *l'unification de la S.F.I.O. en 1905 a été l'occasion de mettre en œuvre sa conception d'un parti de masse foncièrement démocratique et reconnaissant l'expression de courants organisés.*

Léon Blum, en 1920, a développé, face à la doctrine marxiste-léniniste, une conception du parti inspirée de l'esprit jauressien. Son analyse des conditions de l'accès au pouvoir, dans les années qui ont suivi, a préservé le parti de la déviation néo-socialiste *(tendance à la fois technocratique, nationaliste et autoritaire).*

Apport plus récent au socialisme, l'autogestion, *qui résume et unifie les courants à la fois plus anciens et plus récents que le marxisme :*

— Le courant proudhonien, *décentralisateur, méfiant à l'égard des mesures étatiques, et qui a survécu dans la vieille C.G.T. française :*

— Le mouvement coopératif, *qui pose aussi à sa manière le problème de la prise en charge directe, par les travailleurs, des moyens de production et d'échange.*

Un temps étouffées, ces aspirations autogestionnaires se sont réveillées et renouvelées après l'apparition de l'expérience yougoslave (1949).

De nos jours enfin, le courant chrétien de gauche *est venu à la rencontre du mouvement socialiste pour mettre l'accent sur les notions de dignité et de responsabilité de la personne humaine à préserver contre les risques de bureaucratisme.*

3
L'union des forces populaires

Les deux partis

La gauche française se signale par son caractère bipolaire. Deux grands partis, qui se sont toujours plus ou moins équilibrés, exercent sur elle leur influence. Cette situation, qui pose au P.S. des problèmes profondément différents de ceux que peuvent connaître le Labour Party en Angleterre, le S.P.D. en Allemagne de l'Ouest, le Parti social-démocrate en Suède, a commandé la stratégie du P.S. depuis Épinay.

Elle est la conséquence directe des divisions qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier et elle date de la scission du Congrès de Tours en 1920. La majorité du Parti de l'époque adhéra aux 21 conditions de l'Internationale communiste et créa le Parti communiste français. La minorité, avec Léon Blum, maintint l'existence du courant socialiste. Blum prononça à Tours un discours prophétique : il prévoyait les déviations bureaucratiques qui attendaient le parti léniniste en train de naître et précisait par contrecoup la conception du parti qui reste la nôtre aujourd'hui[1].

Quelques exemples des 21 conditions :

- Le centralisme démocratique est une règle absolue (n° 12) ;
- Les décisions de l'Internationale communiste sont obligatoires pour tous les partis appartenant à l'Internationale communiste (n° 19) ;
- Les communistes sont tenus de créer partout un ensemble parallèle d'organisations clandestines (n° 3) ;

---

(1) Le « discours de Tours » de Blum a été édité par le P.S. et se trouve au Club socialiste du Livre. Tout socialiste devrait avoir lu cette remarquable analyse.

DÉFINITIONS

Le marxisme

Le Parti socialiste d'aujourd'hui, comme l'ont fait avant lui Jean Jaurès et Léon Blum, reconnaît l'apport irremplaçable de Marx à la pensée socialiste, et pourtant il ne se définit pas comme «marxiste», contrairement au Parti communiste. Pourquoi cette distinction ?

C'est que dans le système d'idées que l'on nomme communément «marxisme», et qu'il vaudrait mieux appeler «marxisme-léninisme», entrent des éléments qui furent mis en forme par Lénine et ses successeurs et que les militants du P.S. n'acceptent pas : collectivisation intégrale — rapidement muée en étatisation — des moyens de production et d'échange sur le modèle de l'U.R.S.S., stratégie de la prise du pouvoir par une minorité et dictature du prolétariat, philosophie matérialiste empiétant sur les convictions intimes. On notera d'ailleurs que les communistes français eux-mêmes ont commencé à renoncer à une partie de ces fondements du marxisme-léninisme.

Mais l'œuvre de Marx demeure vivante et elle continue d'influencer fortement les orientations théoriques et politiques du P.S. Plus précisément le P.S. emprunte à l'auteur du Manifeste *(1848) et du* Capital *(1867) à la fois une méthode d'analyse de la réalité économique et sociale du capitalisme et l'idée de la nécessité de l'organisation des travailleurs sur une base de classe pour combattre la bourgeoisie.*

En effet, dès 1847-1848, Marx critique les «socialistes utopiques» du début du siècle, qui comptaient sur la seule bonne volonté des hommes pour transformer la société, indépendamment des rapports de classe. Pour lui, au contraire, les injustices et les inégalités dans un pays capitaliste ont des causes durables et non circonstancielles. Les éviter ne dépend pas seulement d'un peu plus de compréhension ou de moralité chez ceux qui détiennent le capital. La société bourgeoise trouve son fondement dans les rapports que les hommes nouent entre eux dans le travail, ce que Marx appelle les «rapports sociaux de production». A partir de là, ceux qui possèdent les instruments de production (terre, usines, capitaux) disposent du pouvoir sur ceux qu'ils font travailler,

• Tout parti communiste doit créer au sein des syndicats des cellules entièrement subordonnées à l'appareil du parti (n° 4) ;
• Dans les pays où les P.C. ont une existence légale, doivent être opérées de temps en temps des épurations (n° 13).

On doit à la vérité d'indiquer que la plupart des 21 conditions sont considérées aujourd'hui comme un souvenir historique. Toutefois elles n'ont jamais été *formellement* désavouées. Surtout demeure la divergence fondamentale qui découle de la notion de «centralisme démocratique», c'est-à-dire, en pratique, d'une organisation verticale du Parti, le refus de courants organisés, la désignation des responsables (à tous les niveaux) par l'échelon supérieur.

Après 1920, l'histoire des relations entre les deux partis est une alternance de périodes d'union — Front populaire (1936), Libération — et de périodes d'affrontement et de division — période «classe contre classe» (ou 3e période) de 1928 à 1934 ; période de la guerre froide (1947-1962).

Il faut tenir compte en effet — mais ces considérations excèdent le cadre de notre brochure — du poids écrasant dont pesa jadis l'Internationale communiste, instrument de la politique soviétique, sur la politique des P.C.

Après les accords de Yalta (1945) et l'armistice de 1945, l'U.R.S.S. étend son pouvoir sur les pays d'Europe de l'Est d'où elle a chassé les nazis, et y exporte son régime. En 1947 le Kominform (Bureau d'information communiste) prend la suite du Komintern (dissout en 1943).

Mais à partir de la révolte de Tito, puis de la rupture avec la Chine populaire, *il cesse d'y avoir un pôle unique de décision dans le monde communiste.*

Et, à partir du XXe Congrès du P.C.U.S. (1956) et du rapport Khrouchtchev qui dévoile les crimes et les iniquités du stalinisme, après les crises de 1956 en Pologne et en Hongrie, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, certains P.C. des pays capitalistes, à leur tour, vont tenter de desserrer l'étau dans lequel les enserre la politique soviétique. Ce sera le *mouvement eurocommuniste.*

et les exploitent. Ils prélèvent sur le travail des ouvriers une «plus-value» (voir définition plus loin).

De cette situation naît à l'échelle nationale (et bientôt internationale) un affrontement entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. C'est ce que Marx appelle la lutte des classes, *dans laquelle il voit le moteur de l'histoire de toutes les sociétés, et particulièrement de la nôtre. Cette lutte des classes conduit le mouvement ouvrier à se doter d'organisations spécifiques (parti et syndicat) dont l'axe de rassemblement doit être la classe ouvrière, «la plus durement et la plus directement exploitée» (14e thèse sur l'autogestion). Mais cet affrontement évolue dans sa forme en raison des transformations sociologiques et des conditions politiques. C'est pourquoi le P.S. a forgé récemment la notion de front de classe.*

Le centralisme démocratique

Contrairement à ce que l'on dit trop souvent, le centralisme démocratique n'est pas l'obligation pour les militants d'appliquer les décisions de la direction politique du Parti et l'interdiction des sous-partis (fractions) organisés à l'intérieur du parti. Ces deux principes — discipline et unité — sont communs au P.S. et au P.C. Sans eux, il n'y a plus qu'un conglomérat informe, comme l'ancien parti radical.

Le centralisme dit «démocratique» repose en fait sur trois dispositions qui aboutissent à donner à la direction un pouvoir discrétionnaire :

***L'interdiction des courants de pensée,** qui empêche à d'éventuels minoritaires de mettre leurs thèses en discussion face à celles de la majorité au moment des congrès.*

***La liste unique** pour l'élection des organismes dirigeants, cette liste étant composée, dans les congrès, par une «commission des candidatures» présidée par le représentant de l'instance supérieure.*

***La ratification** de la désignation des dirigeants d'une instance par l'instance supérieure.*

Ainsi les éventuels contestataires sont-ils d'une part émiettés et d'autre part systématiquement écartés des portes de responsabilité. Les seuls débats publics ne peuvent dans ces

Ces diverses données expliquent les réticences et les difficultés qui ont jalonné, de 1962 à 1972, la constitution d'une alliance des mouvements socialistes et du Parti communiste autour d'un programme commun de gouvernement. C'est parce que, en 1971, le P.S. se constitue tel qu'il est aujourd'hui et que, parallèlement, le P.C.F. semble prendre du champ avec l'U.R.S.S. que cet accord (26 juin 1972) est possible. Certains trouvent néanmoins ce choix risqué, car le P.S. est alors, électoralement et organisationnellement, plus faible que le P.C.F.

Ces craintes s'avéreront vite infondées. Épousant de mieux en mieux les contours du front de classe, le P.S., dans l'union et par l'union, ne cesse de progresser électoralement et en forces militantes de 1972 à 1977. A l'occasion de l'élection présidentielle de 1974, perdue de très peu, chacun comprend bien, comme le dit François Mitterrand le soir du second tour, que «la victoire des forces du travail et de la Jeunesse est inéluctable». Aux cantonales de 1976, l'union de la gauche s'affirme déjà comme majoritaire dans le pays.

Arrêté net au moment de la rupture de 1977, durement frappé par la défaite électorale de 1978, le mouvement n'est pourtant pas brisé. Cette période a laissé aux travailleurs qui l'ont vécue un regret inoubliable, mais aussi une aspiration tenace à l'unité. C'est cette aspiration qui, muée en volonté politique de refaire l'unité, a rendu possible la grande victoire socialiste du 10 mai et du 21 juin 1981.

Car le P.S., dans son congrès de Metz notamment, n'a jamais cessé de proclamer sa fidélité à l'union de la gauche. *Il a démontré que la rupture n'était pas de son fait.* Et ainsi, lorsqu'il a appelé les forces populaires à se rassembler autour de lui pour renverser le régime giscardien et porter au pouvoir un gouvernement de gauche, *il a été entendu. Entre la direction du P.C. et lui, les électeurs ont tranché.*

conditions provenir que des directions existantes elles-mêmes, en cas de divergence grave.

Toutefois, une telle virtualité est elle-même très largement réduite par le fait que le P.C. repose sur un réseau de permanents très important, recrutés et gérés de façon hyper-centralisée par la toute puissante «section de montée des cadres» du Comité central.

Léninisme

Lénine expose pour l'essentiel ses conceptions dans «Que Faire?» (1902) et «l'État et la Révolution» (1917).

Pour Lénine, les masses, parce qu'elles sont aliénées et écartées de la culture, sont incapables de formuler consciemment des objetifs politiques : la conscience politique ne peut leur venir que de l'extérieur. Le mouvement ouvrier, pour aller des revendications purement économiques et corporatives vers un projet proprement politique, a besoin d'un parti de «révolutionnaires professionnels», avant-garde instruite et organisée qui éduque, guide et anime les masses.

Pratiquement, cette conception a abouti à ce que le parti, une fois le pouvoir pris, se substitue à la classe ouvrière, sous prétexte de la «guider» puis conserve le pouvoir pour lui seul, y compris parfois contre elle, mais en son nom.

Le P.S. considère que les conditions d'édification du socialisme sont très différentes aujourd'hui, en France, de ce qu'elles étaient en Russie en 1917. On ne peut plus aujourd'hui parler de masses amorphes ou abruties. Les travailleurs de notre pays font quotidiennement la preuve de leur prise de conscience. Le P.S. récuse le modèle léniniste du parti d'avant-garde comme inadapté aux conditions politiques de la France d'aujourd'hui, où seuls les partis de masse peuvent lutter efficacement, ensemble, pour la construction du socialisme.

Stalinisme

Le Parti communiste est fondé sur le «centralisme démocratique». Au temps de Lénine, le mot «démocratique» y a encore un sens. On y débat au niveau des organismes

L'état du débat

Front de classe, union du Peuple de France, union des Forces populaires.

Le suffrage universel, en portant François Mitterrand à la présidence de la République et en envoyant à l'Assemblée Nationale une majorité absolue de députés socialistes, a mis le Parti socialiste en mesure de gouverner avec ses seules forces.

Mais, fidèles à la vocation unitaire de leur parti, François Mitterrand et Pierre Mauroy ont tenu à constituer un gouvernement représentatif de toutes les forces de gauche, dans l'esprit de celui qui avait été prévu lors de la signature du programme commun de gouvernement.

Les ministres communistes, pour leur part, se sont déclarés résolus à mettre loyalement en pratique la solidarité gouvernementale. Le débat de fond qui oppose les deux partis depuis soixante ans n'est pas pour autant dépassé. Il importe d'en connaître l'histoire et les significations.

Socialistes et communistes font une analyse différente de la société française.

L'analyse économique présente maints points communs : il existe des monopoles qui contrôlent l'ensemble de l'économie du pays. Ils exercent leur domination sur les petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales.

L'ensemble constitue la classe bourgeoise ou classe capitaliste. Face aux capitalistes se trouvent l'ensemble des travailleurs exploités.

Les divergences interviennent alors :

• L'analyse du P.C.F. est la suivante : les monopoles se heurtent non seulement à la classe ouvrière mais aussi à l'ensemble des salariés et aux entreprises non-monopolistes. La classe ouvrière est limitée aux seuls travailleurs produisant directement de la plus-value.

Ont donc intérêt à renverser le pouvoir des monopoles : les ouvriers, les autres salariés et les petits et moyens entrepreneurs.

D'où l'Union du peuple de France, rassemblement *autour de la classe ouvrière* des couches non monopolistes.

dirigeants. Lénine fut, à plusieurs reprises, mis en minorité au Bureau politique du P.C.U.S., et s'inclina.

Dans le parti stalinien, toute discussion a cessé. Toute l'autorité, remontant «d'étage en étage» (cf. Léon Blum au Congrès de Tours) a fini par se concentrer entre les mains du Secrétaire général du Parti.

Ce parti se confond avec l'État. Et l'ensemble de l'appareil d'État est détourné à des fins répressives.

La dictature de Staline a complètement dénaturé l'édification du socialisme en U.R.S.S.

Si aujourd'hui — et notamment depuis le XXe congrès du Parti communiste d'U.R.S.S. (1956) — toute le monde s'accorde sur le constat des crimes staliniens, l'analyse de cette période n'en reste pas moins très controversée.

Pour certains, le stalinisme se ramène à des excès regrettables, produits de circonstances socio-économiques et historiques déterminées, qui ont permis à la dictature bureaucratique stalinienne de s'établir, de se renforcer, de durer dans ce pays sous-développé de 160 000 000 d'habitants, ruiné par la guerre, puis la guerre civile, et pris en main par une toute petite minorité (le parti bolchévik, en février 1917, n'atteignait pas le chiffre de 30 000 membres). Certains pensent, notamment au Parti communiste, que ces conditions suffisent, à elles seules, pour rendre compte du «phénomène stalinien».

Pour d'autres, au contraire, c'est l'organisation même du pouvoir en U.R.S.S. et, notamment, le régime du parti unique et l'absence de contrôle populaire qui a engendré la dictature stalinienne.

De ce point de vue, sans aller jusqu'à dire que le stalinisme était déjà tout entier en germe dans le léninisme, on ne peut nier qu'il existe de l'un à l'autre une filiation.

Classe sociale

La société est divisée en deux groupes antagonistes en fonction de leur position dans la production. La classe des capitalistes qui possède les moyens de production et la classe des prolétaires qui ne possède que son travail et qui le vend aux capitalistes, directement ou indirectement.

• L'analyse du P.S. : il existe deux classes sociales fondamentales, deux «grands camps» dit le Manifeste communiste de Marx et Engels :

— d'un côté les capitalistes, dominés par les monopoles ;

— d'autre part, l'ensemble de ceux qui n'ont d'autre moyen d'existence que leur travail. Parmi ceux-ci, les ouvriers ont la particularité d'avoir une expérience directe et très forte de l'exploitation. Mais ils ne sont pas les seuls à être exploités. L'ensemble des exploités constitue le Front de classe. Ils sont dès maintenant majoritaires en France.

Quelles sont les implications politiques et stratégiques de ces divergences d'analyses ?

— Le P.C.F. s'en tient à l'analyse de la société du XIXe siècle. Il n'admet pas l'existence du front de classe et ne reconnaît que ce qu'il appelle «la classe ouvrière proprement dite» (essentiellement les travailleurs manuels et les techniciens des entreprises), dont les autres couches et catégories de travailleurs ne sont que «les alliés naturels» et subordonnés à elle. Il se proclame *le* parti de la classe ouvrière.

Le P.S. serait donc un des partis des «alliés de la classe ouvrière» et n'aurait qu'un rôle, au mieux secondaire, à jouer dans la transition au socialisme.

— Pour le P.S., l'ensemble des travailleurs exploités — ouvriers, employés, cadres, fonctionnaires, petits agriculteurs — constituent le Front de classe, représenté politiquement par l'Union de la gauche et sociologiquement majoritaire dans le pays.

Pour notre Parti, l'union de la gauche n'est pas principalement composée d'un parti révolutionnaire par nature, et d'un autre réformiste par nature, mais de deux (ou trois) partenaires égaux face à la construction du socialisme. L'union de la gauche n'a pas besoin d'avant-garde et surtout pas d'une avant-garde auto-proclamée. Seuls les faits et le suffrage universel trancheront. Les travailleurs sauront choisir ceux qui les représenteront.

— La stratégie de l'union du peuple de France préconisée *par le P.C.* fait appel à l'immense majorité du pays à l'exception d'une «poignée de milliardaires et de gros agrariens». Le P.C. y inclut également de vastes catégories aussi mal définies que les chrétiens, les femmes, renonçant par là au critère de classe.

Couches sociales

Une couche sociale est soit un sous-groupe d'une classe sociale (techniciens), soit un groupe comprenant des éléments des deux classes sociales (les étudiants), soit un groupe dans une position incertaine, en transition d'une classe vers l'autre (certains paysans deviennent des capitalistes agraires au détriment des petits exploitants qui deviennent des prolétaires).

La plus-value

A partir du moment où l'ensemble du travail d'une société ne se limite pas exclusivement à l'entretien des producteurs mais crée en plus une certaine richesse, le problème de la répartition de ce surplus se pose.

Le travail productif se divise en deux parties :

— La première couvre les dépenses effectuées :

a) frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille : c'est le salaire ;
b) matières premières et énergie consommée ;
c) renouvellement de l'outillage technique (amortissement).

— La deuxième est un surcroît *de production qui correspond à l'augmentation de richesse de la société et que le possesseur du moyen de production (capitaliste) s'approprie. Or, ce surcroît est* le produit de l'activité des travailleurs. C'est un sur-travail non payé à celui qui l'effectue.

En régime capitaliste, l'économie étant essentiellement marchande, chaque chose se caractérise, au moment de la vente, par sa valeur d'échange. *Le sur-travail s'appelle alors* plus-value *(supplément de valeur).*

Cette plus-value, considérée par le capitaliste comme son profit, *est utilisée par lui d'une part à sa consommation personnelle, son «train de vie», d'autre part pour élargir et moderniser son entreprise (nouveaux investissements) afin d'accroître son profit futur.*

Dans une société socialiste, le sur-travail appartient à la collectivité qui en décide d'utilisation au mieux des intérêts de l'ensemble largement discutés (modernisation de l'appareil de production, mais aussi équipements collectifs).

Pour le P.S., un tel rassemblement est confus : il réunit pêle-mêle des catégories disparates. Le Front de classe, au contraire, groupe d'abord ceux qui ont *le même intérêt fondamental à voir disparaître le régime capitaliste.* Un front marche du même pas.

Ce qui n'empêchera pas le frond de classe de passer, quand il le jugera bon, des accords passagers sur des objectifs précis (alliances).

Le grand avantage de la stratégie d'«union du peuple de France autour de la classe ouvrière», pour la direction du P.C., est de lui laisser une pleine liberté de manœuvre. Selon les circonstances, on insiste sur la première partie de la formule (union du peuple) autour de thèmes vagues («fabriquons français», «non à la drogue»...) ou sur la deuxième, autour de thèmes durs (la «classe ouvrière», c'est-à-dire «son» parti, le P.C.).

La stratégie socialiste du front de classe est plus contraignante mais plus rigoureuse et plus conforme à la réalité de ce qu'est une société industrielle avancée. Elle est unitaire par nature. Elle a valu au Parti socialiste une influence croissante car elle lui a permis de trouver un relais à l'union de la gauche au moment où celle-ci s'est rompue.

Dès lors que l'une des organisations représentatives du front de classe se dérobait, il fallait appeler toutes les forces populaires qui le constituent à demeurer groupées sur une base de classe et non pas dans la confusion.

La conception du parti

Les socialistes, attachés au pluralisme, reconnaissent l'existence des courants de pensée, garants du fonctionnement démocratique du Parti et pratiquement l'élection de leurs responsables à la proportionnelle. Le Parti communiste, au contraire, continue d'appliquer les conceptions staliniennes sur le rôle et le fonctionnement du Parti, et notamment les mécanismes du centralisme démocratique : cooptation des responsables, débats de congrès sur une seule motion, interdiction des courants organisés.

Dans le schéma léniniste, le syndicat est une courroie de transmission entre les travailleurs et le Parti. Le syndicat doit faciliter l'intervention et l'implantation du Parti dans les entreprises. Pour les socialistes, au contraire, le syndicat doit

Classe ouvrière et front de classe

Autrefois on entendait par «classe ouvrière» les ouvriers au sens strict, c'est-à-dire ceux qui participent directement à la production. Par exemple, dans une usine, seuls les ouvriers des ateliers étaient comptés dans la classe ouvrière, alors que les employés de bureau étaient exclus. Autre exemple : les salariés du secteur commercial n'appartiennent pas à la classe ouvrière au sens où Marx l'a définie.

Pour Marx, la classe ouvrière considérée comme la plus exploitée, a un rôle dominant à jouer dans le processus révolutionnaire. Les autres travailleurs ne sont considérés que comme des alliés de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la notion de «classe ouvrière» tend à s'élargir puisqu'elle englobe, en plus des ouvriers de production, tous ceux qui sont obligés pour vivre de vendre leur force de travail pour un salaire, parce qu'ils ne possèdent aucun moyen de production : employés, techniciens et cadres, fonctionnaires, etc.

Le front de classe *regroupe, lui, sur une base de classe, tous les travailleurs exploités. Les salariés (prolétaires) en constituent la masse essentielle, mais s'y ajoutent certaines catégories de travailleurs non salariés dont les conditions d'exercice de leur métier tend à les rapprocher de la classe ouvrière : exploitants agricoles familiaux, artisans, certains petits commerçants.*

En d'autres termes, le front de classe *rassemble tous ceux qui ont un intérêt* fondamental *au renversement du régime capitaliste.*

Extrait de la Charte d'Amiens Congrès C.G.T. 1906 :

Le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.

rester absolument indépendant de tout parti politique. Le syndicat a un rôle spécifique qui est de défendre, en toute circonstance, les intérêts des travailleurs. Les socialistes en cela restent fidèles, avec toutefois certaines nuances, aux principes de la Charte d'Amiens.

Les nuances consistent en ce que le P.S. juge souhaitable que partis et syndicats puissent, *en toute indépendance de part et d'autre, coordonner leurs actions.*

Les démocraties populaires : pays dits socialistes

Le Parti communiste français a renoncé à considérer les démocraties populaires comme des modèles. Mais il continue à reconnaître le socialisme comme réalisé dans ces pays, compte tenu des conditions qui leur sont propres. Le Parti socialiste, au contraire, dénonce le fonctionnement bureaucratique de ces régimes sans participation ni consentement renouvelé du peuple à la réalisation d'une politique au service des travailleurs.

La dénonciation des excès de la période stalinienne par le XXe congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. n'a pas débouché sur une remise en cause des mécanismes qui avaient permis le règne du dictateur. Et depuis le XXIIIe congrès du P.C.F., qui a proclamé *« globalement positif »* le bilan des pays de l'Est, les critiques qui avaient commencé à s'exprimer sur la négation des libertés (en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, etc.) ont cessé. Pour nous, socialistes, *sans contester* certains des *succès* des démocraties populaires pour sortir du sous-développement, il va de soi qu'un régime de dictature du parti unique et de toute puissance de la police politique est un régime *globalement négatif.* La liberté n'est pas pour nous un supplément d'âme nécessaire à un régime par ailleurs « globalement positif ». C'est un principe constitutif d'une démocratie socialiste, la pierre de touche fondamentale.

Autogestion et gestion démocratique

En juin 1975, le Parti socialiste a précisé ses conceptions en adoptant ses quinze thèses sur l'autogestion. Quant au Parti communiste, il s'est refusé jusqu'en 1978 a accepter la notion d'autogestion. Il s'en tenait à l'expression de « gestion démocratique » des entreprises. Le Programme commun du gouvernement en porte témoignage : c'est le seul point sur lequel il est dit

DISCUSSION

La Droite nous dit : « comment pouvez-vous gouverner avec le P.C.F. ? »

Il faut pour commencer faire la part des choses. Depuis 1917, la droite brandit comme un épouvantail la menace de « l'homme au couteau entre les dents ». Elle déchaîne, de loin en loin, un anticommunisme virulent.

Cet anticommunisme prend appui sur des faits précis, comme l'approbation donnée dans le passé par les partis communistes aux atrocités staliniennes, ou bien l'accord qu'ils manifestent généralement avec les thèses soviétiques.

Mais cet anti-communisme a servi aussi, et surtout, de moyen de division des forces de gauche ; il a facilité la lutte contre les revendications légitimes exprimées par la classe ouvrière, d'autant plus qu'en France le P.C.F. avait la confiance d'une notable partie de celle-ci.

Quand l'anti-communisme — parfois délibérément nourri par certaines attitudes du P.C.F., dans le passé — s'est par trop répandu parmi les travailleurs socialistes (et l'anti-socialisme parmi les communistes), c'est la gauche tout entière qui en a pâti.

C'est pourquoi les socialistes rejettent l'anti-communisme. Certes, ils n'ont pas les mêmes idées que les communistes, mais pour eux, c'est à l'opinion publique, au peuple de gauche, qu'il revient de trancher démocratiquement. Et, en tous cas, ils ne sauraient, comme la droite, considérer les communistes comme des pestiférés, tout juste bons à travailler et à payer des impôts, mais fondamentalement inaptes à la gestion des affaires publiques.

Au contraire, les socialistes constatent deux choses :

— que le P.C.F. influence une part non négligeable de l'opinion « de gauche » sans l'apport de laquelle il n'y a pas de majorité de gauche possible ;

expressément qu'un désaccord subsistait entre les deux partis. Depuis le XXIIIe congrès (1979), le P.C. revendique le terme et considère désormais qu'il est le seul parti à pouvoir se réclamer de l'autogestion !

L'implantation du P.S. dans les entreprises

La distinction entre front de classe et Union du peuple de France n'est pas un simple débat intellectuel ; elle a ses conséquences concrètes importantes, notamment dans les entreprises.

Le front de classe est en effet présent dans les entreprises où il forme une masse continue de travailleurs salariés dont les conditions de travail et de vie s'uniformisent de plus en plus. Manœvres, ouvriers qualifiés, employés, cadres de fabrication, techniciens et ingénieurs, c'est, comme le disait Jules Guesde, « toute l'armée du travail, hommes et cadres, constituée en dehors de la classe capitaliste ».

Les socialistes ne sauraient admettre que les entreprises soient la « chasse gardée » du Parti communiste, et ceci pour deux raisons essentielles :

- La dynamique de l'Union est un vain mot si l'union ne se manifeste pas partout et spécialement sur les lieux de travail.
- Il ne doit pas y avoir d'exclusivité d'un parti, et seuls les travailleurs sont autorisés à désigner ceux qui les défendent et les soutiennent.

Notes personnelles

— qu'il est tout à fait possible, malgré les réelles divergences existant entre P.S. et P.C.F., de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement.

Aux yeux des socialistes, la possibilité d'un tel accord, et sa durabilité, sont liées à l'acceptation par le P.C.F. de deux principes — la possibilité de l'alternance et l'indépendance — quant à la politique du pays.

Par alternance, les socialistes entendent le respect du suffrage universel, qui implique que, si les électeurs venaient à désavouer la gauche, celle-ci passerait à l'opposition sans autre forme de procès ; par indépendance, ils entendent le refus de s'aligner à toute occasion sur les thèses soviétiques.

Ces deux principes ont été acceptés par le Parti communiste, sur le plan théorique, dès 1972 (programme commun). Sinon, il n'y aurait pas eu de programme commun. Par la suite, dans la pratique, le P.C.F., dans le cadre de la polémique qu'il menait contre le P.S., s'est souvent complu dans l'acceptation des thèses soviétiques.

Quant au rapport de force, il n'a cessé, depuis 1971, de se déplacer en faveur du Parti socialiste, accréditant du même coup l'union de la gauche dans l'opinion publique. C'est pour avoir refusé cette évolution que le P.C.F., de juin 1977 à avril 1981, s'est lancé contre le P.S. dans une longue et injuste polémique. Mais comme, ce faisant, il privait sa propre action de tout débouché et comme il paraissait de ce fait même préférer une victoire de la droite à celle du P.S., il a perdu une partie de son crédit. En même temps, il ne parvenait pas à faire dévier le P.S. de sa ligne unitaire, à le faire basculer dans l'anti-communisme et virer à droite.

Il s'est ainsi enfermé dans une voie sans issue. Cette attitude négative a été sévèrement sanctionnée par son propre électorat les 26 avril et 14 juin 1981.

Le P.C.F. est alors revenu à des positions plus unitaires. Les conditions indiquées par les socialistes étant réunies, l'union a pu se faire.

Il va de soi qu'elle demeurera le cadre d'un débat entre P.S. et P.C.F., puisque ni l'une ni l'autre des deux organisations n'entend, dans cette affaire, renoncer à être elle-même. Mais cela ne saurait empêcher, les faits le montrent chaque jour, un gouvernement commun.

4

Les voies que nous refusons

Pour changer la vie, les socialistes ne retiennent ni les solutions volontaristes du gauchisme, ni la politique des petits pas des réformistes, ni le mythe du rassemblement du populisme.

Notre refus de ces démarches découle des *caractères du Parti socialiste* tel qu'il vient d'être défini. C'est pourquoi il importe, quand on discute avec les adeptes de ces divers groupes, de mettre chaque fois en avant ce que leur position a d'inconciliable avec l'un ou l'autre de ces caractères.

Le gauchisme

Une mise en garde s'impose avant tout. Face à un interlocuteur se réclamant du gauchisme, le militant socialiste doit se demander s'il s'agit d'un gauchisme fondé sur une sensibilité individuelle sans projet politique déterminé, ou bien s'il est face à un militant d'un groupe politique structuré.

Dans le premier cas, il faut faire apparaître au contradicteur l'absence de débouché politique de son argumentation. Dans le second, il faut mener politiquement le débat. Dans un cas comme dans l'autre, il ne faut jamais se laisser acculer à une attitude défensive. Et en particulier ne pas se laisser intimider par le ton et le vocabulaire « terroristes » des gauchistes.

Le mouvement gauchiste recouvre en fait des organisations très différentes tant par leur nombre de militants et leur degré d'organisation que par leur ligne politique.

On distingue deux grandes familles « gauchistes » en marge desquelles se situe un gauchisme informel.

DÉFINITION

Volontarisme - maximalisme - gauchisme

*Le **volontarisme** répond à une attitude d'esprit qui consiste à prétendre plier à toute force la réalité, lorsqu'elle résiste, à une volonté politique arrêtée. Cela sans tenir compte du degré de développement de l'économie et de la technologie ni de l'état des mentalités. Ce fut le cas dans la Russie soviétique de 1929 au moment de la collectivisation forcée des terres.*

Les socialistes ne sont pas des attentistes ou des fatalistes ; ils sont profondément convaincus que ce sont les hommes qui font leur propre histoire. Mais ils la font à partir de certaines données existantes ; on ne peut pas faire bon marché de ces données sans courir le risque grave d'aboutir à des mesures dictatoriales, à un régime dictatorial.

*Les socialistes pensent donc que le **facteur humain** (c'est-à-dire la **volonté** lucide de ceux qui ont pris en charge la transformation du régime) doit se donner en priorité pour objet l'éveil et le développement de la prise de conscience chez les citoyens.*

*Le **volontarisme** n'est pas le propre du seul **gauchisme** (Staline et son équipe n'étaient pas des gauchistes). Mais on peut dire en revanche que le **gauchisme** est cette forme particulière du volontarisme qu'on appelle le **maximalisme** et qui consiste à vouloir brûler les étapes pour atteindre tout de suite le **maximum**. Le maximalisme dédaigne et refuse les mesures de transition pour sauter d'emblée dans le socialisme réalisé. Il confond l'objectif final avec les réformes intermédiaires.*

• *L'anarchisme*

Le mouvement anarchiste a joué un rôle important dans le mouvement ouvrier français, italien et russe du début du siècle. Il était encore très puissant en Espagne en 1936.

Aujourd'hui, il ne reste plus dans notre pays que des organisations minuscules parfois groupées en cartel comme dans la Fédération anarchiste. Cependant, la sensibilité anarchiste dépasse de beaucoup ces petits groupes.

• *Le trotskysme*

C'est aujourd'hui en France le courant du mouvement gauchiste numériquement le plus important. Il plonge ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier puisqu'il est né d'une opposition de gauche au sein du P.C. soviétique.

Trois mouvements pour l'essentiel se réclament aujourd'hui en France de ce courant :

• *La Ligue Communiste Révolutionnaire* - Journal «Rouge» - Leader : A. Krivine. Qualifie le P.S. de parti ouvrier bourgeois. Pour eux, notre ligne politique est réformiste, mais ils reconnaissent que notre audience est de plus en plus ouvrière.

• *Lutte Ouvrière* - Journal du même nom. Seul leader public : Arlette Laguiller. Considère le P.S. comme définitivement passé du côté de l'ordre établi. L'idéologie ouvriériste de ce groupe cache une analyse politique souvent confuse et parfois démagogique, tel le ton de la campagne présidentielle d'Arlette Laguiller.

• *Parti Communiste Internationaliste* - Journal : «Informations ouvrières». C'est surtout son relais dans la jeunesse, l'A.J.S. (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) qui est connu. Ce groupe n'hésite pas à recourir à l'action directe contre ses adversaires. A noter que, depuis les élections de 1978, la Ligue communiste et P.C.I. préconisent, chacun à sa manière, la reconstruction de l'union de la gauche. Les militants de la Ligue communiste se sont engagés aux côtés de nombreux socialistes, communistes, syndicalistes et inorganisés dans le *Mouvement de l'Union dans les luttes.* Le P.C.I., demeuré à l'écart de ce mouvement, réclame, comme lui, un accord politique entre P.S. et P.C. et l'unité d'action à tous les échelons.

DÉFINITIONS

Anarchisme

Doctrine de la liberté individuelle absolue et du refus de tout pouvoir établi (notamment de l'État). Les fondateurs de la doctrine sont le Français Proudhon et le Russe Bakounine. L'anarchisme s'oppose au marxisme par son mépris des données sociales, notamment économiques. Il s'oppose au socialisme par son inspiration individualiste, son refus de l'organisation, y compris au sein d'un parti. Il s'en distingue enfin par la condamnation du suffrage universel comme arme de conquête du pouvoir. Il a sombré, notamment en France, vers 1890-1910 dans l'attentat, le vol, bref des formes d'action infra-politiques.

Il ne faut pas assimiler Anarchisme *et* Anarcho-syndicalisme, *doctrine attribuant aux syndicats, le premier rôle, non seulement dans la lutte revendicative mais dans la lutte d'ensemble des travailleurs contre le régime capitaliste. C'est un syndicalisme réservé sinon hostile à l'égard des partis politiques et se considérant lui-même comme un organe de rénovation complète de la société. De ce point de vue, l'anarcho-syndicalisme qui s'est développé essentiellement en France (C.G.T. d'avant la première guerre mondiale — texte fondamental : la Charte d'Amiens, 1906) et en Espagne (C.N.T.) s'est montré susceptible d'une implantation de masse dont l'anarchisme proprement dit a toujours été incapable.*

Trotskysme

Courant marxiste de pensée très proche du léninisme. L'apport personnel de Trotsky se situe surtout dans sa fameuse théorie dite de la « révolution permanente ». Trotsky n'est pas l'inventeur du terme (qui se trouve déjà dans le programme de la Ligue communiste rédigé par Marx en 1849). Mais il l'a mis en avant à partir de 1905. C'est d'abord *une théorie du passage de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne, puis à*

• *Le gauchisme «informel»*

A côté de ces courants organisés existe une clientèle de sensibilité gauchiste qui se reconnaît dans les publications comme «Libération». Marginale en général, et généralement aussi très intellectuelle, cette extrême gauche diffuse (qui est apparue aux yeux de l'opinion surtout après mai 68) a le mérite de poser quelques questions gênantes pour tout le monde, ce qui est utile. Elle a aussi le grave défaut d'être incapable de répondre politiquement à aucune et de se laisser entraîner par des modes successives.

Quant aux groupes maoistes, leur influence est très affaiblie depuis qu'il a été mis fin à la révolution culturelle en Chine et que les excès de celle-ci ont été mieux connus en occident.

Le Parti socialiste unifié (P.S.U.)

Une place particulière doit être faite au P.S.U. Fondé en 1960 durant la guerre d'Algérie et au plus fort de la division de la gauche par la fusion de trois groupes,

— *l'Union de la gauche socialiste* (U.G.S.), elle-même confluent d'éléments de la gauche moderniste, de chrétiens, de trotskystes,

— *le Parti socialiste autonome,* issu d'une scission de la SFIO (1958),

— *Tribune du communisme,* groupe de dissidents venus du PCF (1956),

il a le premier incarné l'aspiration unitaire et s'était donné pour tâche d'œuvrer au regroupement de la gauche. Depuis lors, son orientation et son caractère ont varié, au fil des événements, des scissions et des accroissements (1968) qu'il a connus.

Il eut le mérite d'être une sorte de laboratoire qui allait mettre en circulation certains thèmes et mots d'ordre de l'époque : autogestion, planification démocratique, environnement, municipalisation des sols. Et il a réuni un temps quelques unes des personnalités dont le nom demeure attaché aux destinées de la gauche et dont la plus célèbre fut Pierre Mendès-France.

Cependant, c'est actuellement un parti en déclin, notamment depuis les Assises du socialisme (1974) qui ont permis à

la révolution mondiale. A partir de 1924, c'est le mot d'ordre que Trotsky a opposé au mot d'ordre de Staline du «socialisme dans un seul pays».

Trotsky a été l'un des premiers à dénoncer la bureaucratie en tant que forme de dégénérescence du socialisme ; il en a fait une critique acérée dont certains aspects sont toujours valables.

Les trotskystes luttent encore aujourd'hui pour la construction d'un parti révolutionnaire constituant l'avant-garde *du mouvement ouvrier.*

Cette notion d'avant-garde, qui est une notion non unitaire, n'est pas propre aux seuls trotskystes. On la trouvait déjà chez les anarchistes et anarcho-syndicalistes sous la forme des «minorités agissantes». On la trouve chez les communistes (voir chapitre suivant).

Au plan international, les trotskystes sont réunis au sein de la IVe Internationale trotskyste, représentée en France par la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.).

Le P.C.I. et la L.C.R. sont issus tous deux de ce qui était la IVe Internationale. Le P.C.I. en a été exclu en 1953. Il appartient aujourd'hui à un «comité paritaire» qui groupe les sections de 45 pays. Quant à la L.C.R., elle est rattachée internationalement à un organisme intitulé «Secrétariat unifié».

Ouvriérisme

Tendance qui privilégie l'action et le rôle de la classe ouvrière au sens strict (directement productrice de plus-value). Seuls les ouvriers sont dignes d'intérêt et représentant un potentiel de caractère révolutionnaire. Seul le nombre d'ouvriers est une garantie du caractère révolutionnaire du Parti.

Cette idéalisation de l'ouvrier entraîne une action politique stérile, fruit de la méconnaissance des rapports de force réels dans la société, qui résultent de l'envahissement par le capitalisme de tous les secteurs d'activité.

A l'opposé de l'ouvriérisme, certaines théories ont considéré naguère que les ouvriers sont trop aliénés pour vouloir changer la société et que seuls les intellectuels, les

bon nombre de ses membres de rejoindre le rassemblement des socialistes ; il exprime une forte tendance « basiste » et se réclame avant tout de l'autogestion.

Le réformisme

On confond sous ce terme (qui a été principalement utilisé pour caractériser la social-démocratie) des attitudes et des démarches assez différentes.

1. Sont qualifiés d'abord de réformistes ceux qui s'efforcent simplement d'introduire un peu plus de justice et d'égalité dans les rapports inter-humains, c'est-à-dire de *réformer* le pouvoir capitaliste sans porter atteinte à ses fondements.

2. Mais le réformisme, c'est surtout la doctrine de ceux pour lesquels le passage au socialisme s'accomplira par une suite ininterrompue de réformes, c'est-à-dire qui croient *pouvoir faire l'économie d'une rupture.*

3. Il est enfin des révolutionnaires en paroles, qui, dans la réalité, en présence de l'événement, se conduisent en réformistes se refusant à accomplir les actes décisifs.

Il ne s'agit pas pour autant de rejeter les luttes pour les réformes : les grandes conquêtes ouvrières ont été obtenues par de telles luttes. Il s'agit de ne pas oublier que ces luttes ne sont que des étapes dans la marche au socialisme. Or, toutes les démarches des réformistes envisagées ci-dessus ont ceci de commun qu'elles en viennent à privilégier la réforme comme un but en soi et, pour finir, à renoncer à la réforme quand celle-ci risque de mettre en question tout le système.

L'opportunisme

L'opportunisme *n'est pas une doctrine,* c'est une *pratique* qui consiste à transiger avec les principes pour l'obtention d'un profit politique immédiat, à se « laisser porter » par le courant et à céder aux pressions environnantes sans tenir compte du tort qui est ainsi porté pour l'avenir à la cause qu'on défend.

On trouve des opportunistes dans tous les partis. Mais pour les socialistes, une des plus grandes difficultés, *quand il s'agit d'élaborer une tactique,* est de savoir distinguer les décisions qui

cadres et les techniciens formant une nouvelle classe ouvrière *avaient la capacité et la volonté de renverser le système en place.*

Pour le Parti socialiste, seule la notion de Front de classe, *qui se fonde sur l'existence d'un vaste* salariat exploité, *englobe clairement la base sociologique nécessaire à l'édification du socialisme en France.*

Le Réformisme

Le réformisme est apparu dans le mouvement ouvrier d'abord sous la forme d'une pratique.

Certains privilégiaient les réformes légales pour l'amélioration de la condition ouvrière et délaissèrent l'objectif de la prise du pouvoir et l'appropriation des moyens de production.

Bernstein, social-démocrate allemand, a bâti une théorie correspondant à cette pratique (1899).

Pour lui, le marxisme se fonde sur trois hypothèses :
— le capitalisme court à sa perte,
— la lutte des classes s'accentue,
— la socialisation croissante de la production.

Bernstein ajoute que la première hypothèse est fausse et que le capitalisme surmontera ses contradictions grâce à l'exportation du capital, à sa concentration et surtout au développement du crédit.

Partant de cette nouvelle hypothèse, et s'appuyant sur la socialisation croissante de la production, Bernstein prétend qu'il est possible d'accéder au socialisme par une succession de réformes, la généralisation du système coopératif sur la base non plus de la lutte mais de la collaboration des classes.

Rosa Luxemburg est parmi tous les socialistes celle qui a le plus profondément critiqué cette théorie que seul Jaurès, en France, avait en son temps explicitement critiquée. Elle a montré que l'abandon des moyens de construire le socialisme (prise du pouvoir central et appropriation des moyens de production) revenait à abandonner l'objectif même du socialisme, qu'il était illusoire de croire que l'on pourrait ôter le pouvoir de décision à la bourgeoisie en lui laissant la propriété

compromettent irrémédiablement les principes de celles qui ne sont qu'un assouplissement momentané de la ligne du Parti.

Le populisme

Idéologie de rassemblement du peuple autour d'un projet prétendument révolutionnaire, le populisme se caractérise en général par :

— un nationalisme souvent violent ;

— un discours rejetant les notions de gauche et de droite, de capitalisme et de socialisme ;

— un appel à la mobilisation des couches sociales les plus défavorisées mais sans référence à la lutte des classes ;

— la domination du pays par un homme fort (Peron en Argentine).

Le populisme, suivant le cas et le langage tenu, apparaît plutôt à droite ou plutôt à gauche. En réalité, le résultat est le même puisqu'il s'agit de nier les antagonismes de classes et de préserver la majeure partie des acquis du Capital tout en lui assurant un large soutien populaire.

En France, la forme historique du populisme est le bonapartisme. Le gaullisme, sous certains de ses aspects, a pu relever du populisme.

Enfin, la forme d'extrême-droite du populisme est le fascisme tel qu'on a pu le connaître en Italie et en Allemagne où il s'appuyait sur des *mouvements de masse.*

Notes personnelles

des moyens de production, qu'il était faux de penser qu'en laissant le pouvoir politique à la bourgeoisie, on pourrait lui faire confiance pour mettre en œuvre des réformes conduisant au socialisme.

Elle a surtout montré que les moyens dont dispose le capital pour surmonter ses contradictions et les crises qui en découlent ne sont que temporaires et qu'au contraire, à terme, ils ne font que les aggraver.

Karl Kautsky, à la même époque, a procédé, dans son livre «Le chemin du pouvoir», à une remarquable analyse des illusions de Bernstein.

Le crédit a permis au capitalisme, comme le prévoyait Bernstein, de vivre de belles heures, mais il l'a aussi conduit au terme de cette période faste à la plus grave des crises qu'il ait connues (1929). Il en est de même aujourd'hui avec l'inflation.

Notes personnelles

Coll. Fondation Léo Lagrange

5

Du Projet socialiste au gouvernement de la Gauche

De toutes les formations politiques françaises, le Parti socialiste est la seule à s'être dotée d'un projet de société global. Celui-ci s'est précisé et enrichi au fur et à mesure que le Parti gagnait en maturité et en expérience théorique et pratique. Avec l'accès au pouvoir, c'est un bond qualitatif qui, de toute évidence, a été franchi.

La perspective autogestionnaire

Dès le Congrès d'Épinay, le Parti socialiste s'est réclamé de *l'autogestion.* Il convient d'expliquer cette importante notion.

Les conceptions traditionnelles

Sous le poids d'un «marxisme» passablement dogmatisé et simplifié, bon nombre de socialistes français du début du siècle avaient conclu que la suppression des injustices capitalistes avait pour condition «l'appropriation collective des moyens de production», ce qu'on a appelé le «collectivisme». A partir de là, pensait-on, l'exploitation capitaliste cessant, la société reprendrait en mains son destin, on passerait «de l'exploitation des hommes à l'administration des choses», et les diverses aliénations pesant sur les hommes disparaîtraient.

Bien que schématiques, ces idées conservent tout de même une grande part d'exactitude, elles insistent en particulier sur le fait — capital — que *la propriété, c'est le pouvoir ;* que, sans un contrôle public sur une série de grands leviers économiques, la société n'est pas en état de faire fonctionner l'économie dans le sens de l'intérêt commun.

DÉFINITIONS

Ce que n'est pas l'autogestion

Au sens étymologique, autogestion signifie «gestion par soi-même». L'autogestion est donc le régime social où les gens règlent eux-mêmes leurs propres affaires.

Certains en concluent qu'il s'agit pour chacun d'administrer son pré-carré en toute indépendance. Mais ce n'est plus là de l'autogestion, c'est de l'anarchie.

En effet, la société est un tout, mais elle est forcément divisée en groupes qui, au-delà même des clivages de classe, ont leur intérêts particuliers qui conditionnent largement leur point de vue : hommes, femmes, ruraux, citadins, travailleurs d'une même entreprise, habitants d'une même commune ou d'un même quartier, etc. : chacun a tendance à ne voir midi qu'à sa porte.

Il s'ensuit toutes sortes de contradictions qui sont inévitables, et d'ailleurs utiles.

Le problème est de savoir si ces contradictions seront résolues par voie d'autorité, sans consultation des intéressés, ou si ceux-ci, soit directement, soit par leurs délégués, pourront participer au débat, et, par ce biais, résoudre eux-mêmes la question.

L'autogestion, c'est cette procédure démocratique de solution des contradictions.

Les «quinze thèses pour l'autogestion»

En 1975, une Convention nationale extraordinaire du P.S. se réunissait pour mettre au point la doctrine du Parti en matière d'autogestion.

Elle aboutissait à un texte divisé en quinze parties appelées «thèses», qui doit être étudié par les socialistes[1]

(1) Voir en fin de volume : «publications disponibles».

L'expérience soviétique

Ce que ces conceptions avaient de schématique a été cependant illustré par l'expérience de la révolution russe. Certes, l'État soviétique, agissant «au nom de» la société, a bien «collectivisé» presque tous les moyens de production et d'échange, puis il en a planifié le développement. Mais cet État est en même temps devenu la propriété presque exclusive d'une couche sociale, la «nomenklatura», dont est exclue la masse du peuple. Ainsi l'étatisation de l'économie n'est-elle nullement garante d'un progrès de la démocratie et de l'égalité. Cela pose le problème de la manière dont est géré l'État.

L'autogestion

Ainsi, deux choses sont claires : il n'y a pas de socialisme possible si la société n'est pas en état de contrôler les processus économiques (ce qui suppose qu'elle a la propriété de quelques secteurs décisifs) ; mais il n'y a pas de socialisme non plus sans liberté, sans la participation de tous, et sans démocratie accrue.

En d'autres termes, il s'agit de ne pas renoncer à l'idée de la *socialisation* de certains secteurs économiques sans pour autant créer une *bureaucratie étatique* qui est la mort de la démocratie.

L'*autogestion* vise précisément ce but. Elle consiste à faire en sorte que, dans tous les domaines, les décisions soient prises *par les gens eux-mêmes* ou, en tout cas, après qu'ils ont été consultés, et par leurs *délégués élus.*

Dans la pratique, l'autogestion se traduit :

— en matière économique, par une politique de *démocratisation* du fonctionnement des entreprises, en particulier nationalisées, où le poids des salariés et des usagers sera considérable ;

— en matière institutionnelle, par la décentralisation qui rendra vie et initiative aux régions, aux départements et aux communes, et mettra fin aux excès d'un système par trop centralisé, aux tendances bureaucratiques évidentes ;

— en matière culturelle et sociale, par l'encouragement donné à la vie associative.

Le risque d'un tel projet est évidemment le développement de toutes sortes de particularismes. C'est pourquoi tout cela n'a

L'aliénation

Au sens propre, le mot signifie « le fait d'être possédé par autrui », autrement dit, le fait de ne pas se posséder soi-même. C'est pourquoi, dans le passé, il s'est beaucoup appliqué aux « fous », victimes d'aliénation mentale.

Cependant, cette notion a été très élargie par certains philosophes allemands de la première moitié du XIXe siècle (notamment Feuerbach) et par le jeune Marx.

Elle s'applique à tous ceux qui, du fait de leur situation sociale, ne sont pas en état d'être leurs propres maîtres, parce que des contraintes trop fortes pèsent sur eux et leur dictent leurs attitudes.

*C'est ainsi que l'ouvrier, dont le travail dépend de la volonté du capitaliste, est « aliéné » ; mais beaucoup d'autres couches et classes sociales le sont aussi, même quand elles ne sont pas exploitées par des capitalistes (ex. : les employés des services publics). L'aliénation est donc une notion **plus large** que celle d'exploitation.*

L'impérialisme

*Ce terme d'origine latine (« imperium » = domaine de domination) a désigné initialement un phénomène d'expansion militaire. C'est l'Anglais Hobson (1910) et l'Allemand Hilferding (1913) qui ont créé cette notion décisive pour l'explication de notre époque, mais son grand vulgarisateur a été Lénine dont l'ouvrage «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme» (1917) est **du plus haut intérêt**.*

L'impérialisme, c'est le rapport de domination économique et politique qui, à un moment donné, s'est instauré entre certaines nations économiquement avancées et d'autres pays moins avancés.

A l'origine de l'impérialisme, il y a la volonté des capitalistes des pays développés, d'une part d'ouvrir de force un marché à leurs productions, d'autre part de trouver des matières premières à bon compte, les indigènes étant rétribués peu ou pas du tout et les pays étant vierges (donc riches de toutes leurs potentialités).

de sens que si existe une planification démocratique qui fixe malgré tout, en matière économique, des limites à la marge de jeu des différents acteurs.

Ainsi, pour les socialistes, le projet autogestionnaire repose-t-il sur trois piliers : les nationalisations, la planification démocratique et l'autogestion.

L'internationalisme

Longtemps, les socialistes ont pensé que l'on pourrait sans difficulté majeure créer le socialisme en France indépendamment de ce qui se passait ailleurs.

Pourtant, dès le début du siècle, des théoriciens allemands ou russes avaient décrit le phénomène de l'existence de l'impérialisme, rapport économique et politique d'inégalité et d'exploitation entre les pays développés et les autres.

Depuis lors, le phénomène n'a fait que s'aggraver, et l'on peut dire aujourd'hui que la contradiction nord-sud est une des contradictions majeures de notre temps.

La solution pacifique passe par le développement d'autres rapports économiques entre nations développées et pays sous-développés, dans une perspective internationaliste intimement liée au projet socialiste pour la France. C'est ce qu'on appelle la lutte pour le nouvel ordre international.

Le Projet socialiste

La perspective autogestionnaire constitue évidemment une *ligne générale*, une *orientation de principe* de l'action à mener. Il reste à la traduire en propositions pratiques à court, moyen et long terme. C'est ce que le propose le Projet socialiste, élaboré de juillet 1978 à janvier 1980.

La nature du Projet

Un des péchés mignons des socialistes a toujours été — depuis 1820 — d'élaborer des «utopies», des «sociétés idéales», où tout fonctionnerait à merveille.

Quant aux moyens de passer de la réalité du moment à cet idéal, on demeurait généralement dans le vague.

L'impérialisme a donné lieu à un incroyable pillage matériel et humain de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine par l'Europe, les États-Unis et la Russie. Ses crimes sont innombrables, ses conséquences incalculables.

Dans un premier temps, il a pris la forme du colonialisme ou du semi-colonialisme, c'est-à-dire l'appropriation pure et simple, ou la mise sous tutelle étroite, des pays concernés.

Depuis la période 1950-1974, cette forme de colonialisme a quasiment disparu. Mais les rapports de domination et d'exploitation entre pays développés et monde sous-développé n'ont pas disparu pour autant. Ils ont pris une forme plus spécifiquement économique, plus financière, moins directement et brutalement politique. Cela a facilité un peu la lutte de ceux qui, dans ces pays, veulent mettre fin à l'exploitation, ainsi que celle de leurs amis — comme nous — dans le monde développé.

Socialisation. Nationalisation. Étatisation

*La socialisation est, pour les socialistes, le moyen d'assurer la prise de contrôle de la **société** sur une entreprise jusque là privée.*

*Dans la pratique, cela a signifié que la **nation** se rendait propriétaire légalement d'un certain nombre d'entreprises ; c'est ce qu'on appelle les **nationalisations**.*

*Les nationalisations sont bien entendu **une forme** de socialisation, mais certaines propriétés collectives ne concernent pas la totalité de la nation : municipalisation, mutualisation, transformation en coopérative, régionalisation, départementalisation, etc. Dans tous les cas l'influence des capitalistes privés se réduit ou disparaît.*

*Toutefois, il y a en réalité **deux formes de nationalisation :***

*— **l'étatisation.** Elle consiste à substituer aux administrateurs « élus » par les actionnaires capitalistes des administrateurs nommés par le gouvernement ; rien d'autre ne change. De ce fait, des capitalistes libres de leurs mouvements sont remplacés par des fonctionnaires mis sous tutelle.*

Le Projet socialiste, lui, brosse des perspectives pour la France des années 80-90, dans un cadre bien défini, qui est celui de la crise des économies des pays occidentaux, de l'hégémonie des entreprises transnationales, et de la crise des « alternatives » de type soviétique ou chinoise. A partir de là, le Projet expose une stratégie du changement : où agir, comment agir, pour modifier le cours des choses.

Les grands axes du Projet

Ce qui suit ne saurait dispenser de la lecture complète d'un texte à la fois dense et riche. On n'en trouvera ici que les axes.

Le Projet se développe en trois grandes parties : *comprendre* (car on ne peut agir sans analyser les réalités du moment) ; *vouloir* (les grandes valeurs intellectuelles qui commandent l'attitude des socialistes) ; *agir.*

Cette dernière partie, de loin la plus longue, retient elle-même quatres priorités :

- la croissance sociale et le droit à l'emploi ;
- des hommes et des femmes responsables ;
- le temps et le goût de vivre ;
- une France indépendante et ouverte sur le monde.

Dans cet ensemble, ce sont les deux premières parties qui ont apporté le plus grand nombre d'innovations importantes par rapport aux réflexions antérieures du Parti et ce sont elles, naturellement, qui ont fait l'objet des débats les plus approfondis.

On trouvera ci-contre le sommaire détaillé du Projet socialiste. C'est encore le meilleur résumé du contenu de ce document.

La Gauche au pouvoir

Depuis le 10 mai 1981, le P.S. est passé du discours à l'action gouvernementale. Il faut bien comprendre dans quel cadre se situe l'action du Pouvoir.

L'illusion consisterait en effet à croire que, du moment que les socialistes sont à la fois à l'Élysée, à Matignon et plus que majoritaires à l'Assemblée Nationale, ils n'ont plus qu'à décider pour que les choses se fassent sur le champ.

*— **la nationalisation démocratique.** Elle consiste, dans le moment même où la nation devient propriétaie de l'entreprise, à y étendre **les droits des travailleurs** et des usagers ainsi que l'autonomie par rapport à l'État (dans un cadre contractuel lié à la planification). C'est cette forme de nationalisation que mettent en œuvre les socialistes.*

Planification

La planification consiste à essayer de prévoir les grandes lignes de l'évolution de l'économie, à évaluer les besoins sociaux et économiques à venir, et à proposer une politique économique à long terme qui satisfasse les besoins et qui utilise les moyens existant au début de la période du plan.

Deux types de planification sont actuellement pratiqués dans le monde :

*— **La planification impérative**, qui dicte aux entreprises ce qu'elles devront faire (investissements, niveau de production pendant la période du plan). Elle leur alloue les moyens.*

*— **La planification indicative** qui propose des orientations laissant aux entreprises le choix de leurs comportements. Elle utilise des moyens incitatifs (primes, réductions fiscales).*

La première — dans les exemples que nous connaissons — se caractérise par l'aspect bureaucratique de son élaboration.

Des technocrates calculent ce qui est nécessaire à l'économie nationale, en tenant compte des besoins qu'ils prêtent aux citoyens et aux collectivités. Comme les citoyens n'ont aucune autonomie et aucune initiative dans tout cela, il s'ensuit une négligence générale, génératrice de gaspillages et d'inefficacité.

La seconde, dont l'élaboration est tout aussi technocratique est de plus sans effet pratique significatif, les entreprises préférant sacrifier l'intérêt des travailleurs à leur rentabilité. Les diverses incitations ne permettent pas d'imposer une politique aux patrons dans les rares aspects de la planification qui vont à l'encontre de leurs intérêts.

État et gouvernement

Le gouvernement — y compris le Président de la République — est au centre de l'État. Toutefois, l'État est un immense *appareil* hiérarchisé, fortement centralisé, qui comprend des centaines de milliers d'agents qui ont leurs convictions et leurs mentalités propres. Or cet État a été, depuis vingt-trois ans, complètement colonisé par la droite : d'une part, elle y a placé le maximum d'agents mais ceci n'est paradoxalement pas le plus grave ; elle a surtout, durant tout ce temps, façonné les mentalités. Un long travail de redressement est donc nécessaire. Pour le faciliter, d'ailleurs, le gouvernement a pris l'initiative d'introduire sans tarder la réforme des collectivités locales. Il ne suffit pas, pour les socialistes, de prendre la machine de l'État telle quelle, il faut aussi la transformer.

État et société

Dans aucune nation non totalitaire, l'État ne saurait à lui seul régler tous les problèmes. Il n'est pas seulement affronté à l'opposition politique. Il a perpétuellement affaire à des syndicats, des ligues, des mouvements d'opinion comme les écologistes, les groupes féministes, les chambres de métiers et de commerce, les confédérations patronales, etc. Tous ces groupes ont des intérêts, des idées, des propositions au sujet desquels il convient de négocier ; ils exercent des pressions, notamment en agissant sur l'opinion publique. Le gouvernement, même s'il ne cède pas aux pressions, est bien forcé d'en tenir compte. Ceci est particulièrement vrai en matière économique. Aussi, à cet égard, le rôle militant du Parti est-il essentiel.

Les premières actions du gouvernement

Elles se sont exercées dans trois directions :

• *l'apurement du bilan.* Dans une série de domaines, il a fallu rattraper rapidement les inégalités les plus criantes, les négligences les plus évidentes du gouvernement précédent. On peut inscrire à ce chapitre la hausse du SMIC et des allocations familiales, mais aussi celle de certains tarifs publics et le réajustement général des monnaies au sein du système monétaire européen.

A cela nous opposons la planification démocratique :

— Elle sera élaborée grâce à la consultation des citoyens par l'intermédiaire des collectivités locales, syndicats et groupements volontaires divers. C'est la détermination des besoins.

— Les grandes options seront proposées nationalement et régionalement aux citoyens par la voie du suffrage universel.

— L'éxécution du plan sera contrôlée et assurée dans l'entreprise par les représentants des travailleurs.

La puissance du secteur public, et le contrôle du crédit, permettront désormais d'orienter dans le sens de l'intérêt des travailleurs et de la collectivité la politique des entreprises.

DOCUMENTATION

La table des matières du Projet socialiste

Présentation .....
Le socialisme pour les années 80 .....
Reconstruire l'Union sur des idées claires .....

PREMIÈRE PARTIE

COMPRENDRE

LA DEUXIÈME GRANDE CRISE DU CAPITALISME AU XXe SIÈCLE...

LA CRISE DES VALEURS.....

A. Le renouvellement du mouvement féministe, les mouvements contestataires et les tentatives de récupération par l'ordre établi.

B. L'idéologie de la crise : le retour de l'irrationel.....

C. La restructuration idéologique du capitalisme.....

a) La normalisation idéologique et culturelle de l'Occident.....

• *La relance économique et la création d'emplois.* Celle-ci a pris une forme directe (création d'emplois publics) et une forme indirecte (aides à la création d'emplois) aux aspects les plus variés. L'objectif est de parvenir à une relance de la demande intérieure, et donc des commandes, puis de l'investissement.

• *Les réformes de structure :* on ne citera ici que les nationalisations et les débuts de la décentralisation.

Ainsi, l'ensemble est cohérent ; le gouvernement travaille bien dans le sens du Projet socialiste, qui, lui, se situe dans la perspective de l'autogestion.

Le rôle du Parti socialiste

Les mesures adoptées par le gouvernement de la gauche vont dans le sens des intérêts de la grande masse de la population : paysans, ouvriers, employés, techniciens, cadres, petits et moyens entrepreneurs...

Mais elles ne font nullement l'affaire des grands banquiers, de certains industriels et profiteurs de toute sorte que la victoire socialiste des 10 mai et 21 juin a privés ou va priver des rentes de situation dont ils bénéficiaient jusqu'alors.

Or ces classes sont *puissantes.* Ce n'est pas parce qu'elles ont perdu le pouvoir politique qu'elles ne le restent pas ; elles conservent en effet :

— une notable fraction du pouvoir économique privé (les grandes entreprises privées, les petites banques d'affaire) ;

— un réseau de relations étendu dans l'appareil d'État et dans les entreprises publiques ;

— une part prépondérante dans la presse écrite (groupe Hersant, notamment) ;

— une influence idéologique très considérable dans des secteurs entiers de l'opinion (universités, medias audio-visuels, etc.).

Surtout, ces classes sociales ne se résignent nullement, pour le moment, à tenir pour définitive la perte de leurs privilèges passés.

C'est pourquoi elles mènent une lutte tous azimuts, et d'ailleurs passablement brouillonne, contre les mesures propo-

b) Progrès du contrôle social et avènement d'un nouvel ordre intérieur .....

LA CRISE DES SOCIÉTÉS BUREAUCRATIQUES .....

A. La genèse de l'U.R.S.S. .....

B. La nature des pays de l'Est .....

C. Le problème de nos relations avec l'U.R.S.S. .....

D. La montée de la Chine .....

STRATÉGIE DU POUVOIR GISCARDIEN

A. Le pouvoir giscardien vu par lui-même .....

B. L'économisme giscardien et sa logique .....

C. La finalité du pouvoir giscardien n'est pas tant économique que politique (...) .....

D. Menace sur la démocratie .....

DEUXIÈME PARTIE

VOULOIR

UN MONDE INCERTAIN .....

AU CŒUR D'UN PROJET : DES VALEURS .....

A. Les valeurs de la démocratie
1. L'égalité .....
2. La liberté .....
3. La responsabilité .....
a) La crise de l'autorité
b) La conquête du pouvoir
c) Le beau risque de la démocratie

B. Les valeurs de la connaissance et le sens de la rigueur ...
1. La crise de la «Science» .....
2. Le sens de la rigueur

C. Les valeurs collectives et le sens de la création .....
1. La crise du travail .....
2. Restaurer les valeurs collectives dans le respect de chaque individu .....
a) L'individu et la collectivité. .....
b) Les mœurs, la famille, le couple
c) Une morale de la responsabilité. .....
3. Le droit à l'emploi et son contenu .....

Coll. Fondation Jean-Jaurès

sées par le gouvernement et qui reçoivent l'appui politique de la majorité du peuple démocratiquement exprimée.

Il est bien évident que ces manifestations ne sont pas de nature à faire reculer les socialistes. Toutefois, à la longue, si ces attaques restaient sans réplique, elles pourraient finir par troubler l'opinion publique.

D'un autre côté, le gouvernement doit, dans son action, tenir compte des rapports de force politiques. Ceux-ci ne se résument pas aux seules institutions (parlement, gouvernement, etc.). Entrent aussi en ligne de compte l'action des syndicats de salariés, celle des confédérations patronales, celle des associations et groupes de pression les plus divers. Évidemment, moins le Parti est actif, plus les groupes de pression peuvent peser.

C'est pourquoi *le rôle du Parti est décisif* dans le moment présent pour maintenir l'adhésion de l'opinion publique et, par là-même, réduire l'impact des groupes de pression hostiles. Il s'agit, pour le Parti socialiste, de faire prendre le changement en charge par des masses toujours plus considérables de Françaises et de Français.

C'est d'ailleurs à cette condition que le Parti sera légitimement fondé, le cas échéant, à porter des critiques à l'égard de l'action gouvernementale — la concertation devant demeurer la règle, et le parti demeurant force d'élaboration et de propositions, laboratoire d'idées.

Au bout du compte, *l'objectif* est le suivant : faire comprendre aux privilégiés d'hier que les acquis découlant de la victoire du printemps 1981 sont *irréversibles.* A partir de là, la société française pourra atteindre un point d'équilibre plus favorable aux classes populaires qui constituera un *compromis* dynamique avec la classe capitaliste. Telle est la perspective définie par le P.S. dans son sixième Congrès National (Valence - octobre 1981).

Notes personnelles

D. Ressusciter la mémoire et redonner un sens à l'Histoire de la France . . . . . .

TROISIÈME PARTIE

AGIR

PREMIÈRE PRIORITÉ

LA CROISSANCE SOCIALE, LE DROIT A L'EMPLOI

I. Réorienter l'économie . . . . . .

A. Objectifs de la croissance sociale . . . . . .
1. Le plein emploi . . . . . .
2. La réduction des inégalités . . . . . .
3. La transformation des conditions de travail . . . . . .
4. Une production et une consommation mieux adaptées aux besoins réels . . . . . .
5. Une société plus économe en énergie et en matières premières . . . . . .
6. Le respect de l'environnement . . . . . .
7. Une économie ni dominante ni dominée . . . . . .

B. Une croissance forte et différente . . . . . .

II. Maîtriser l'économie . . . . . .
La planification . . . . . .

A. Les efforts pour transformer l'appareil productif . . . . . .
1. Renforcer et diversifier le tissu industriel . . . . . .
a) Un appareil productif diversifié . . . . . .
b) Des actions prioritaires . . . . . .
c) Le rôle du secteur public . . . . . .
2 Transformer notre système énergétique . . . . . .
a) Dissocier la croissance économique et la consommation d'énergie . . . . . .
b) Diversifier et assurer les approvisionnements de la France en produits énergétiques . . . . . .
c) Stimuler les nouvelles formes d'énergie . . . . . .
3. Faire de notre agriculture un atout pour l'aménagement du territoire et la coopération internationale
a) Le développement de la production . . . . . .
b) L'organisation des marchés . . . . . .
c) la revalorisation de la condition des agriculteurs

Suite page 68

d) La maîtrise et la garantie de la terre. .....
4 Reconnaître à la distribution et aux services leur place dans la vie économique. .....
5. Le rôle moteur de la recherche .....
B. Les conditions de l'équilibre .....
1. Mobiliser l'épargne et l'orienter vers l'investissement productif .....
2. La réforme fiscale .....
3. La maîtrise des prix .....
4. L'équilibre extérieur .....
C. Le droit à l'emploi .....
1. Rétablir le rôle protecteur et unificateur du droit du travail .....
2. Mettre fin à l'exercice discréditionnaire du pouvoir du chef d'entreprise en matière d'emploi .....
3. Organiser la sécurité de l'emploi .....

DEUXIÈME PRIORITÉ

DES HOMMES ET DES FEMMES RESPONSABLES

I. Une dynamique de la prise de responsabilité .....
A. Les droits nouveaux des travailleurs .....
- *Dans les entreprises publiques* .....
- *Dans les entreprises privées* .....
- *Les propositions* .....

B. Les droits des femmes .....
- *Le droit à l'emploi* .....
- *La libre disposition de soi* .....
- *Le droit à l'égalité* .....
- *Le droit à la dignité* .....
- *Le droit à la responsabilité* .....

C. Les droits nouveaux dans la cité .....
1. La décentralisation du Pouvoir .....
- *Réformer les finances locales* .....
- *Mettre fin aux tutelles* .....
- *Donner un exécutif élu aux départements* .....
- *Créer une véritable fonction publique locale* .....
- *Donter les élus d'un statut* .....
- *Limiter le pouvoir réglementaire de l'Etat* .....

- *Des régions puissantes et démocratiques* .....
- *Statut de la Corse* .....
- *Les DOM-TOM* .....

2. *L'élargissement des prérogatives des associations* ....
3. *La transformation de l'État* .....
4. *Restituer la justice au peuple français* .....
5. *La maîtrise du cadre de vie* .....
   - *La maîtrise du sol urbain*.....
   - *Les interventions publiques*.....
   - *Les droits collectifs des usagers*.....
   - *Les collectivités locales* .....
   - *La transformation des structures de production*...
   - *La priorité aux transports en commun*.....
   - *La vie urbaine*.....

II. *La culture, moyen de la responsabilité* .....
   — *La culture est globale* .....
   — *Une dimension de la vie* .....

A. *Une conception offensive de l'Éducation*.....
   1. *Dans le domaine économique et social*.....
   2. *Apprentissage de la démocratie à l'école* .....
   3. *Une pédagogie active pour l'expression comme pour l'abstraction*.....
   4. *L'extension de l'éducation dans la durée et le droit au métier* .....
   5. *L'éducation, responsabilité de tous : élèves, étudiants, enseignants, parents*.....

B. *Un service public pluraliste de l'information*.....
   1. *L'instauration d'un véritable pluralisme*.....
   2. *Le service public de l'information*.....

C. *Pour la liberté de création et d'expression*.....
   1. *Le droit à la création* .....
   2. *Le développement et la formation artistiques*.....
   3. *L'essor des activités physiques et sportives* .....

TROISIÈME PRIORITÉ

LE TEMPS ET LE GOÛT DE VIVRE

A. *Vivre autrement* .....

B. *Place de l'enfant et de la famille*.....

C. Pour la jeunesse : le droit d'être elle-même .....
D. Un plan national de protection sociale .....
1. La Sécurité sociale .....
2. Les impératifs d'une société solidaire .....
a) Accueillir les personnes handicapées .....
b) Faire une juste place aux retraités .....
c) Développer l'accueil et l'ouverture de la société française aux populations immigrées .....
E. La santé au service de tous .....
Vers un service communautaire de santé .....
1. L'hôpital .....
2. La psychiatrie .....
3. Le médicament .....

QUATRIÈME PRIORITÉ

UNE FRANCE INDÉPENDANTE ET OUVERTE SUR LE MONDE

Préambule .....
A. Un nouvel internationalisme .....
1. Défendre les Droits de l'homme et le Droit des peuples .....
2. Une organisation équitable des échanges mondiaux ..
3. Le désarmement, la sécurité collective et l'avenir de la défense nationale .....
B. La France, l'Europe et le Monde .....
1. L'Europe des travailleurs et des peuples .....
2. La France et le Monde .....
Conclusion .....

Le rôle du Parti .....
La relance de l'Union .....
Dynamique autogestionnaire et front de classe .....





LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

revue théorique du Parti socialiste

ABONNEMENT

Un an (6 numéros)	150 F
Étudiant, apprenti, chômeur	115 F
Abonnement de soutien, un an	190 F
Un an, étranger	192 F

Adressez votre demande d'abonnement à la Nouvelle Revue Socialiste, 10, rue de Solférino, 75333 PARIS Cedex 07, en joignant :

- l'indication de vos noms, prénoms, adresse (en lettres majuscules) ;
- votre titre de paiement (chèque bancaire ou postal, à l'ordre de la N.R.S.).

A partir de 10 abonnements, ristourne de 10 F aux abonneurs.

OUVRAGES PARUS AUX ÉDITIONS DU CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

- PROJET SOCIALISTE
  pour la Frances des années 80
- CADRES : **l'alternative socialiste.**
- L'AGRESSION : **l'Etat-Giscard contre le secteur public.**
- SPORTS : **l'autre politique des activités physiques et sportives.**
- ÉNERGIE : **l'autre politique.**
- SOCIALISME ET INDUSTRIE
  Actes du colloques « Politique Industrielle et nationalisations ».
- LE PARTI SOCIALISTE ET LES FRANCAIS A L'ÉTRANGER
- TRAVAIL PRÉCAIRE
  Actes du colloque au Pré-Saint-Gervais.
  Enquête militante sur l'emploi des femmes.
- LA MER RETROUVÉE
  Pour une politique socialiste de la mer.
- LE LOGEMENT
  L'autre politique.
- LA DÉMOCRATIE EN JEU
  Réflexions sur l'État et le Service Public.
- SOCIALISME ET INFORMATIQUE
- LA CULTURE A LA UNE
  Action culturelle dans les Mairies Socialistes.
- SOCIALISME ET RECHERCHE
- L'ALBUM DU 10 MAI
  Recueil de photographies
- LE PARTI SOCIALISTE SUR LES MURS DE FRANCE
  Album de diapositives des meilleures affiches du Parti Socialiste depuis 1900.

DANS LA COLLECTION « CHANGER LA VIE » :
Jean Glavany - Philippe Martin : CHANGER LE CADRE DE VIE

Ces ouvrages sont en vente dans toutes les librairies.

BROCHURES EN VENTE AU CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

- S.O.S. Sécurité Sociale ..... 8 F
- 1980 : le libéralisme sauvage ..... 6 F
- Jaurès : socialisme et liberté ..... 4 F
- 15 thèses sur l'autogestion ..... 2 F
- L'Agriculture et ses Travailleurs ..... 5 F

DANS LA COLLECTION : « DOCUMENTATION SOCIALISTE » :

- La croissance sociale ..... 6 F
- Les socialistes et l'immigration ..... 12 F
- Information ou manipulation ..... 12 F
- Les moyens économiques de la croissance sociale ..... 9 F

DANS LA COLLECTION : « LES CAHIERS DE DOCUMENTATION SOCIALISTE »

- Propositions socialistes pour l'automobile ..... 9 F
- Pour une autre agriculture avec les Socialistes ..... 9 F
- Propositions pour les retraités et les personnes âgées .. 9 F
- Défendre et garantir la place des Artisans et Commer-
- çants dans l'économie ..... 6 F

Ces brochures sont éditées et diffusées
par le CLUB SOCIALISTE DU LIVRE
10, rue de Solférino, 75333 PARIS CEDEX 07

Conditions spéciales pour commandes groupées.
Renseignements au C.S.L. Tél. : 550.34.35

Coll. Fondation Jean Jaurès

CHAQUE SEMAINE, LISEZ



l'hebdomadaire du Parti socialiste

paraît le vendredi, 7 F

*

ABONNEMENT

Un an : 230 F

six mois : 150 F

Les bulletins d'abonnement sont à adresser à l'Unité, 10, rue Solférino, 75333 Paris Cédex 07, avec le nom et l'adresse précis de l'abonné, ainsi qu'avec le titre de paiement (chèque bancaire ou postal).

Edité et diffusé par le Club socialiste du Livre, 10, rue Solférino, 75333 Paris Cedex 07. Imprimerie J.-M. Barbou. 93310 Le Pré Saint-Gervais. Le directeur de la publication : J.-P. BONIN-MOULINS.

Coll. Fondation Jean-Jaurès